



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

2014  Année internationale de  
l'agriculture familiale

# Vers une **AGRICULTURE FAMILIALE** plus forte



Points de vue au cœur de l'Année internationale de l'agriculture familiale

Vers une  
**AGRICULTURE**  
**FAMILIALE** plus forte

Points de vue au cœur de l'Année internationale de l'agriculture familiale

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2014

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request) ou adressée par courriel à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être achetés par courriel adressé à [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org).

# Table des matières

## V Avant-propos

## vi Je suis la ferme familiale

«Je suis tous ces matins ensoleillés pleins d'énergie et le plaisir de déplacer le troupeau d'un enclos à l'autre... Je veux contribuer à la création d'un système alimentaire plus juste, dans lequel les agriculteurs vivraient mieux et les consommateurs mangeraient mieux.»

## 01 Introduction: l'Année internationale de l'agriculture familiale

L'Année internationale de l'agriculture familiale a mis l'accent sur les contributions essentielles des agriculteurs familiaux. Comme résultat, nous constatons déjà un plus grand engagement politique à soutenir les agriculteurs familiaux et la création de politiques agricoles favorables à l'agriculture familiale.

## 02 Afrique

Certains des agriculteurs familiaux parmi les plus vulnérables de la planète vivent en Afrique subsaharienne. La région propose des politiques garantissant aux Africains de pouvoir se nourrir eux-mêmes et de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale, en ayant un secteur agricole familial plus productif et qui engage les hommes, les femmes et les générations futures.

## 07 Asie-Pacifique

Dans la région très diversifiée de l'Asie et du Pacifique, les exploitations familiales sont confrontées à des politiques agricoles défavorables, à des déplacements de population et aux changements climatiques. La région appelle à des politiques qui incluent la protection des droits des agriculteurs familiaux, l'application de prix alimentaires stables et une plus grande participation des agriculteurs familiaux dans la politique, la recherche et la vulgarisation.

## 12 Europe et Asie centrale

Les exploitations familiales sont les plus gros investisseurs dans l'agriculture et la production alimentaire en Europe, mais ils font face à une population rurale vieillissante et à des politiques qui, souvent, ne répondent pas à leurs besoins. La région recommande des mesures telles que la réorientation de l'investissement public, la capitalisation des connaissances des agriculteurs familiaux et l'élimination des contraintes politiques.



## 17 Amérique latine et Caraïbes

La contribution de l'agriculture familiale au développement est de plus en plus reconnue dans les politiques en Amérique latine. Pour progresser davantage, la région propose une protection des représentants des agriculteurs, des mesures incitatives pour les organisations d'agriculteurs, et des politiques qui favorisent les petits producteurs. Cela suppose de s'appuyer sur les initiatives réussies dans la région.

## 23 Proche-Orient et Afrique du Nord

L'insécurité foncière, la sous-alimentation chronique, les conflits violents, la pénurie d'eau et les impacts du changement climatique rendent la vie très difficile pour les agriculteurs familiaux dans cette région. Les principales recommandations comprennent la mise à disposition de titres fonciers, une plus grande autonomie des organisations paysannes et des processus d'élaboration de politiques plus ouvertes.

## 27 Amérique du Nord

Cette région, qui englobe le Mexique, les États-Unis et le Canada, exige des politiques qui favorisent l'agriculture chez les jeunes, un prix plus équitable pour les agriculteurs et un meilleur accès aux connaissances et aux terres agricoles.

## 29 Conclusion

Les recommandations pour un changement de politiques sont étonnamment similaires dans toutes les régions. Les approches intersectorielles et la réforme agraire doivent se traduire par l'accès aux ressources naturelles, une amélioration des échanges commerciaux et l'accès à de nouveaux marchés, l'égalité entre les sexes, des organisations paysannes plus fortes, une vulgarisation menée par les agriculteurs et une plus grande participation des jeunes. Cela garantira que les agriculteurs familiaux puissent prospérer et continuer à faire partie de la solution.



Pérou. Photo: Natalia Virginia Lozano Broncales

17



Maroc. Photo: Issam Zerrok

23



États-Unis d'Amérique. Photo: Natasha Bowens

27

Cette publication s'appuie sur les rapports et notes tirés d'une série d'événements au cours de l'Année internationale de l'agriculture familiale.

Les dialogues régionaux sur l'agriculture familiale ont été organisés par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en collaboration avec le Forum rural mondial, l'Alliance coopérative internationale (ACI) et l'Organisation mondiale des agriculteurs afin d'accroître la compréhension du contexte de l'agriculture familiale dans chaque région, et d'identifier les défis, les opportunités et les priorités politiques pour soutenir l'agriculture familiale et éradiquer la faim.

Les consultations de la société civile sont organisées conjointement avec les conférences régionales de la FAO pour assurer l'engagement dans les discussions de politique régionale de la FAO et le processus décisionnel de la société civile, des mouvements sociaux et des organisations de producteurs qui fournissent un coup de

pouce organisationnel, économique et social aux petits agriculteurs, aux éleveurs et à ceux qui comptent sur la pêche et la foresterie pour leur subsistance.

Les conférences régionales de la FAO sont un forum bi-annuel officiel où les ministres de l'agriculture et les hauts fonctionnaires des États membres de la même zone géographique se rencontrent pour échanger sur les défis et questions prioritaires liés à l'alimentation et à l'agriculture, afin d'améliorer la cohérence de la politique régionale. L'agriculture familiale était à l'ordre du jour de chaque Conférence régionale en 2014.

En savoir plus:  
[www.fao.org/family-farming-2014/fr](http://www.fao.org/family-farming-2014/fr)

**Édité par**  
Janneke Bruil (ILEIA)

**Avec les contributions de:**  
Hakim Baliraine, Leonardo van den Berg, Warren Borda Harmony Folz, Hanny van Geel, Teresa Gianella, Eduardo Giesen, Nick Pasiecznik, Francesco Pierri, Teobaldo Pinzas, Brendan Rice et Edith van Walsum

**Traduction**  
Ousmane Traoré Diagne, Lancelot Soumehong Ehode, Bougouma Mbaye Fall

**Mise en page**  
Twinmedia bv, Culemborg, Pays-Bas

**Photos**  
Toutes les photos figurant dans la présente publication proviennent du concours de photographie 2014 «Agriculture familiale: nourrir le monde, soigner la planète», organisé par le réseau AgriCultures et le Forum rural mondial.

Photo de couverture: Prise au Nicaragua par Julie Lunde Lillesæter

Photo de quatrième de couverture: Prise en Argentine par Paula Taraborelli

**Réalisé en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**

[www.ileia.org](http://www.ileia.org)  
[www.fao.org](http://www.fao.org)

**Rome, 2014**

# Avant-propos

Avec plus de 500 millions d'exploitations familiales dans le monde sur 570 millions de fermes, l'agriculture familiale est le type de production agricole prédominant à l'échelle mondiale. Les exploitations familiales produisent environ 80 pour cent de l'alimentation mondiale et, ensemble, génèrent le plus d'emplois au monde.

L'Assemblée générale des Nations unies a déclaré que 2014 serait l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) afin d'accroître la visibilité de celle-ci dans les politiques agricoles, environnementales et sociales des programmes nationaux.

En tant qu'organisation mandatée pour mettre en œuvre l'AIAF 2014, la FAO a lancé un processus soutenu de dialogue politique avec ses États membres, les institutions des Nations unies concernées, les organisations et réseaux internationaux de petits exploitants, les organisations de la société civile, les organisations universitaires et de recherche, le secteur privé ainsi que des acteurs non gouvernementaux, dans le but d'atteindre ces objectifs.

Six dialogues régionaux sur l'agriculture familiale ont eu lieu en Asie, Europe, Amérique latine et Caraïbes, au Proche-Orient et en Afrique du Nord, en Amérique du Nord, et en Afrique subsaharienne, et ont permis de préciser les défis que doivent relever les petits exploitants dans chaque région. Les principaux problèmes liés à l'agriculture familiale ont été discutés durant toutes les conférences régionales de la FAO. Celles-ci ont été précédées par des consultations de la société civile, qui a largement débattu sur le sujet de l'agriculture familiale et a formulé des recommandations concrètes aux gouvernements, à la FAO ainsi qu'à d'autres organisations.

Les petits exploitants sont nombreux et forment un groupe extrêmement varié. Malgré cette diversité, il a été conclu après les différents dialogues qu'ils ont beaucoup en commun concernant les difficultés à surmonter. Celles-ci comprennent la

mondialisation du secteur alimentaire, le changement climatique, le manque de services financiers adaptés, les difficultés d'accès au marché, des droits fonciers précaires et des politiques qui ne répondent pas aux besoins des petits exploitants. Les femmes et les jeunes sont particulièrement affectés par ces problèmes.

Nous savons désormais que des politiques agricoles ciblées devraient être mises en place et répondre aux besoins spécifiques des exploitants familiaux, et ce dans chaque région. Celles-ci doivent respecter leurs habitudes de vie, car l'agriculture familiale, bien plus qu'un mode de production alimentaire, est également un mode de vie. L'objectif de ce processus est avant tout de renforcer l'engagement politique en faveur des petits exploitants.

Les fruits de ce parcours sont présentés dans cette publication. Ensemble, ces moments clés tissent la trame des défis et des possibilités qui s'offrent à l'agriculture familiale à l'échelle régionale. La FAO remercie l'ILEIA pour avoir préparé cette publication visant à synthétiser les résultats des dialogues. Cette publication n'est pas un compte rendu détaillé de toutes les actions mises en œuvre pendant l'AIAF, mais plutôt une représentation de toutes les opinions et expériences recueillies à des moments cruciaux de l'Année, preuve de l'importance des mesures prises ensemble et des progrès qu'il nous reste à faire pour venir en aide aux petits exploitants.



Marcela Villarreal  
Directrice  
Bureau des partenariats, des activités de plaidoyer et du renforcement des capacités  
FAO

# Je suis la ferme familiale

Je suis tous ces matins ensoleillés pleins d'énergie et le plaisir de déplacer le troupeau d'un enclos à l'autre.

Au Québec, au printemps, je suis jour de fête pour des milliers de familles, qui renouent avec la tradition de la «cabane à sucre», l'odeur de l'eau d'érable qui bout et cette humidité sucrée qui colle à la peau.

Et à combien d'autres odeurs peut-on m'associer? Des centaines? Des milliers? Pensez seulement à celle de la Terre. Pensez alors au mouvement du sol quand on y pose les pieds. Rêvez au doux parfum des fraises, à celui des serres où poussent les plants qui iront bientôt garnir les champs, dans tout le sud des États-Unis.

M'évoquer ramène en mémoire les vallons fraîchement fauchés de la Nouvelle-Angleterre ou encore ce père qui creuse un abri dans une balle de foin pour son petit garçon qui va faire la sieste. Je garde en souvenir la mémoire des grands-parents ingénieux, des gens simples et pleins de bon sens... comme ce grand-père qui savait tout sur la forêt et qui tentait de me transmettre son savoir, comment tailler un bâton de marche, l'outil essentiel du berger. Ou encore ces grand-mères qui savaient si bien tirer le meilleur de n'importe quel aliment dont elles disposaient et qui connaissaient déjà les principes de l'économie et de la récupération.

Je me nourris de convivialité, de discussions animées, je mets chaque jour les humains au défi de travailler ensemble. Mais je suis aussi stress et détresse, incertitude et insécurité et j'ai le défaut de trop souvent reléguer ma famille au second plan, même si on me qualifie de familiale.

Je marque les territoires, je dessine et redessine les paysages, plus beaux quand ils n'ont pas tous la même allure. J'imprime partout les traces de l'activité humaine.

Les jours de marché, je sais être présente jusqu'au cœur des villes. D'ailleurs, j'entends me faire toujours plus d'alliés chez les urbains; pour vendre bio, promouvoir la souveraineté alimentaire et l'importance des modèles et des cultures diversifiés. Je veux contribuer à la création d'un système alimentaire plus juste, dans lequel les agriculteurs vivraient mieux et les consommateurs mangeraient mieux.

Je suis dynamisme et honnêteté, travail acharné et liberté, chaleur et résilience; tantôt sourde et résistante aux pressions économiques, tantôt fière de ma technologie.

Je suis faite d'expériences multiples. Mes différences me donnent du caractère et sont à la fois ma force et ma fragilité.

Je suis toutes sortes de transmissions; comme celle imaginée par ce fermier qui a «adopté» un successeur étranger à sa famille, pour transmettre ce qu'il appelle «l'œuvre de sa vie». Mais, pour rajeunir et répondre à ces jeunes qui veulent vivre dignement de l'agriculture, il faudra que je sache en inventer de nouvelles. Parce que j'entends bien continuer à cultiver des valeurs.

Je suis la Terre et sa mémoire, en même temps que son avenir.

Ce texte est une synthèse des réponses données par les participants au dialogue nord-américain sur l'agriculture familiale (les 7 et 8 avril 2014 à Québec) à la question: «Dans votre vie quotidienne ou vos souvenirs, quelle agricultrice ou quel agriculteur, quelle ferme, quel paysage, quelles émotions associez-vous à l'exploitation familiale?»

# Introduction

## L'Année internationale de l'agriculture familiale

Lorsque 2014 a été proclamée Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF), l'Organisation des Nations Unies a voulu saluer la contribution essentielle des agriculteurs familiaux à la sécurité alimentaire, au bien-être communautaire, à l'économie, à la conservation, à la biodiversité agricole mondiale, à l'utilisation durable des ressources naturelles et à la résilience climatique.

L'AIAF vise à soutenir l'élaboration de politiques favorables à la promotion de l'agriculture familiale durable et à susciter une meilleure compréhension des besoins, des contraintes et des potentialités des agriculteurs familiaux. Ces dernières décennies, les gouvernements se sont généralement focalisés sur les produits agricoles et les marchés libres en reléguant au second plan les producteurs eux-mêmes. La majorité des 500 millions de familles agricoles de la planète et des communautés dans lesquelles elles vivent sont privées d'investissements qui leur permettraient de se développer dans leur environnement. Cette situation conduit à un exode sans précédent des jeunes vers les centres urbains, à la dégradation des ressources naturelles, à l'aggravation de la pauvreté rurale et de la faim chronique surtout dans les zones arides et autres régions marginalisées.

L'idée d'une Année internationale de l'agriculture familiale est née dans le sillage de la crise financière et alimentaire de 2008 qui a restauré la place de l'agriculture dans les programmes politiques. Elle a d'abord été proposée par le Forum rural mondial et le Gouvernement philippin, suivis par beaucoup d'autres, avant d'être finalement approuvée par l'ONU en 2011. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a été désignée comme organisme de facilitation de l'Année.

Les opinions présentées dans la présente synthèse résument les recommandations politiques et les meilleures pratiques présentées au cours de l'Année internationale de l'agriculture familiale. La synthèse s'appuie sur une série de dialogues régionaux, de consultations de la société civile et de conférences régionales de la FAO axés sur le thème de l'agriculture familiale dans la seconde moitié de 2013 et tout au long de l'année 2014, couronnés par le Dialogue mondial sur l'agriculture familiale en octobre 2014. D'autres événements du genre ont également soulevé des questions importantes, à l'image du Forum mondial et l'Exposition

sur l'agriculture familiale organisée par la Hongrie en mars 2014, de la Conférence nationale de l'agroécologie sur l'agriculture familiale au Brésil en mai 2014 et des Rencontres internationales «Agricultures familiales et recherche» à Montpellier en juin 2014. Cette synthèse ne prétend pas couvrir l'intégralité d'un débat aussi riche, mais vise à cerner les questions clés telles qu'elles ont été soulevées par des centaines de participants du monde entier.

Nous pouvons déjà voir des progrès depuis l'instauration de l'AIAF. La visibilité et la reconnaissance de l'agriculture familiale ont fait un bond en avant. Mais il y a surtout de nombreux signes d'une plus grande volonté politique pour soutenir les agriculteurs familiaux et pour créer des politiques favorables à l'agriculture familiale. Les agriculteurs eux-mêmes, femmes, hommes et jeunes, ont pu exprimer leurs points de vue, besoins et aspirations. Leurs organisations se renforcent, et ils ont utilisé avec succès les espaces créés durant l'année. Nous espérons que ces processus d'autonomisation se poursuivront, ce qui est d'ailleurs urgent vu qu'il reste des domaines sources de grande préoccupation. Nous ne pourrions véritablement célébrer le pouvoir des agriculteurs familiaux que lorsque nous garantirons également leurs droits et lorsqu'ils bénéficieront d'un espace politique, économique et culturel pour utiliser leur force et choisir leurs propres voies de développement. La sécurité d'occupation des terres et d'utilisation des ressources naturelles est un enjeu majeur, surtout à une époque où l'accaparement mondial des terres atteint des sommets sans précédent. Comme le souligne la présente synthèse, la mise en œuvre des nouvelles Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts est jugée cruciale sur tous les continents. Et pourtant, un grand nombre d'obstacles restent encore à franchir avant que ces directives offrent des avantages pratiques à des centaines de millions d'agriculteurs familiaux.

Grâce à un environnement politique favorable, les agriculteurs familiaux pourront améliorer l'alimentation, la nutrition et la sécurité économique, mais également participer à la protection de la santé des sols, à la restauration de la biodiversité, au recyclage des nutriments, au renforcement de la résilience climatique et à la préservation du précieux liquide qu'est l'eau. Les politiques favorables à l'agriculture familiale

sont également gagnant-gagnant si elles englobent ceux qui soutiennent les pratiques agroécologiques.

L'amélioration de la situation des agriculteurs familiaux dans le monde est une question brûlante. Et quand on sait qu'ils produisent 70 pour cent de la nourriture dans le monde, ils ne sont pas les seuls à être concernés par la question. Ce rapport met en lumière quelques-unes des principales avancées et propositions formulées au cours de cette Année internationale de l'agriculture familiale. Que la lumière de cette Année continue de briller pour l'avenir de ces agriculteurs et de leurs communautés.

*Edith van Walsum*  
Directrice  
ILEIA

**Dans le monde entier, on constate une plus grande volonté politique de soutenir l'agriculture familiale.** Par exemple, dans les initiatives régionales approuvées au cours des conférences régionales 2014 de la FAO, trois visent spécifiquement l'agriculture familiale tandis que la plupart des autres initiatives traitent indirectement du thème. Dans la même veine, les agriculteurs familiaux ont enregistré un engagement de soutien de la part des chefs d'État et des gouvernements de l'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) réunis à La Havane à Cuba en janvier 2014, ainsi que de la Déclaration sur l'agriculture familiale adoptée par le Parlement latino-américain le 26 août 2014. L'agriculture familiale a également obtenu le soutien d'une importante déclaration émanant de 34 ministres et de représentants de haut niveau ainsi que de la FAO réunis à Paris en février 2014, mais également de la Conférence ministérielle de l'Année internationale de l'agriculture familiale pour l'Asie et le Pacifique tenue à Chennai en Inde le 7 août 2014. Dans la Déclaration de Malabo adoptée par la vingt-troisième Assemblée de l'Union africaine en juin 2014, les États africains expriment leur engagement ferme à soutenir les petits exploitants. En septembre 2014, le Sénat américain a adopté la Résolution 544, approuvant l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF). Enfin, l'agriculture familiale était le thème central de la Journée mondiale de l'alimentation 2014.



# Afrique

Dialogue régional sur l'agriculture familiale: Le Cap, 6 et 7 novembre 2013

Consultation de la société civile: Tunis, 21 et 22 mars 2014

Conférence régionale: Tunis, 24-28 mars 2014



Les agriculteurs familiaux en Afrique jouent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire, que ce soit aujourd'hui ou demain. Certains des agriculteurs familiaux parmi les plus marginalisés et les plus vulnérables de la planète vivent en Afrique subsaharienne. Pourtant, comme l'ont mis en lumière les discussions dans la région, les agriculteurs familiaux manquent de soutien, sont victimes de politiques incohérentes, tandis que leurs droits aux ressources sont précaires. Les couches les plus touchées sont les femmes (souvent sous-estimées, alors que retombent sur elles la majeure partie des tâches agricoles dans de nombreuses familles) et les jeunes (qui ne voient plus leur avenir dans l'agriculture). Il faut des politiques qui garantissent aux agriculteurs familiaux le contrôle sur les ressources, qui facilitent la création d'organisations d'agriculteurs et qui appuient les jeunes et les femmes. En outre, ces politiques doivent être élaborées par le biais d'un processus dans lequel les agriculteurs familiaux ont réellement leur mot à dire.

## Principales tendances dans l'agriculture familiale

### Dialogue régional

Les exploitations agricoles familiales, définies pendant le dialogue régional comme des exploitations qui dépendent de la main-d'œuvre familiale, nourrissent et emploient les deux tiers de la population africaine et travaillent 62 pour cent des terres. En Afrique subsaharienne, environ 60 pour cent des exploitations ne dépassent pas un hectare et représentent jusqu'à 20 pour cent des terres agricoles. En outre, 95 pour cent des exploitations ne dépassent pas 5 hectares et représentent la majorité des terres agricoles en Afrique subsaharienne.

Les agriculteurs familiaux sont présents le long de l'éventail de producteurs alimentaires en Afrique: des producteurs de bétail aux producteurs agricoles et des producteurs de denrées aux producteurs de cultures de rente, et ils produisent aussi bien pour leur subsistance que pour les marchés locaux. Ils s'appuient principalement sur les modes d'agriculture traditionnels – beaucoup n'utilisent pas l'irrigation, les engrais chimiques ou autres variétés de semences commerciales. Ces agriculteurs familiaux



Sénégal. Photo: Alfonso Trigas Rodriguez

contribuent également de manière significative à la préservation des écosystèmes et à la protection de l'environnement.

Comme le rapporte la FAO dans la *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011*, les **femmes** représentent en moyenne une plus grande part de la main-d'œuvre agricole en Afrique subsaharienne. Toutefois, comme l'ont souligné les participants au dialogue, elles reçoivent

moins que ce qui leur revient en termes de revenu et d'autres avantages. Dans de nombreuses sociétés, ce sont généralement les frères qui héritent des terres, le frère aîné dans la plupart des cas. On a souligné que les femmes sont souvent disproportionnellement sous-représentées au niveau des postes de décision dans les institutions agricoles, même dans les organisations paysannes qui prétendent promouvoir leurs intérêts. En ce qui concerne les jeunes, le constat global qui se dégage est que peu d'entre eux souhaitent rester dans l'agriculture: ils sont nombreux à chercher une carrière en dehors du secteur et n'hésitent pas à aller tenter leurs chances dans les villes.

Le contexte des agriculteurs africains **évolue rapidement**. Les participants au dialogue ont raconté comment les supermarchés se multiplient sur le continent, la terre passe aux mains des privés et les flux com-

## Bonnes pratiques

Les participants au dialogue régional ont relevé quelques succès sur lesquels l'Afrique peut s'appuyer. Il s'agit notamment de la conservation par l'**Éthiopie** de petites exploitations spécialisées dans différentes variétés de café, du soutien qu'apporte la **Namibie** à l'agriculture biologique, de la croissance accélérée du **Rwanda** dans la productivité agricole à travers la professionnalisation de son secteur agricole, des dispositions globales prises par le **Mali** pour la gestion participative de l'espace rural et les succès naissants de l'**Ouganda** dans la mise en relation des consommateurs avec les agriculteurs familiaux.

Toutefois, les participants ont noté que si certains de ces succès ont une dimension nationale, d'autres se sont limités à l'échelle locale et ne seront réellement déterminants que s'ils sont mis à l'échelle avec succès. L'Afrique ne pourra crier victoire que lorsque, selon eux, les agriculteurs familiaux travailleront et vivront bien dans tous les pays, qu'ils transformeront l'Afrique en un continent d'abondance, avec des surplus, des bénéfices et une prospérité rurale durables.

De nombreuses expériences positives ont également été partagées lors de la Conférence régionale. Par exemple, en **Algérie**, un milliard d'USD de prêts sont alloués aux jeunes diplômés agricoles et 43 000 hectares de terres sont réservés à ces derniers. Dans la première année, les prêts sont exempts d'intérêts, puis sont fixés à trois pour cent pendant dix ans. *«Cet avantage permet aux jeunes du monde rural de créer leurs entreprises agroalimentaires – 6 500 exploitations ont déjà vu le jour grâce aux prêts. Pour nous, c'est un modèle à suivre par d'autres pour faire revenir les jeunes dans l'agriculture.»*

## Moyens par lesquels les organisations de producteurs fournissent un appui essentiel aux agriculteurs familiaux

- plaider et lobbying afin d'élever la voix des agriculteurs pour des politiques, des lois, des programmes favorables, des ressources financières et la protection des droits des agriculteurs familiaux;
- garantir la quantité et la qualité de la production;
- faciliter la gestion post-récolte, notamment la transformation, la conservation, le stockage et la commercialisation des produits agricoles;
- participer à l'élaboration de stratégies de communication claires pour les agriculteurs familiaux et servir de moyen de mobilisation et de sensibilisation des agriculteurs;
- faciliter la mobilisation des ressources financières, des technologies, des ressources humaines et des intrants;
- nouer des partenariats entre acteurs et collaborateurs le long des chaînes de valeur; et
- élaborer des programmes et influencer les politiques pour rendre l'agriculture attrayante auprès des jeunes et promouvoir le leadership des jeunes dans l'agriculture.



merciaux s'intensifient, tant en Afrique qu'à l'étranger. La plupart des pays en Afrique souffrent de la faim à des niveaux inacceptables et beaucoup d'entre eux sont obligés de dépendre de l'aide alimentaire ou d'importations coûteuses de produits alimentaires, de fourrage et de fibres.

Les discussions au dialogue ont mis en lumière comment, dans le passé, les gouvernements africains avaient tendance à adopter des solutions «uniformisées» proposées par leurs partenaires au développement étrangers. Les participants ont reconnu que ces approches modèles pour le développement rural (comme les prescriptions de l'ajustement structurel) n'ont pas réussi face à la diversité des agriculteurs familiaux. Ils ont appelé à reconnaître la grande diversité de l'Afrique en formulant des **politiques différentes pour chaque pays**: politiques adaptées aux contextes spécifiques de chaque pays, mais reposant sur les principes généraux appropriés et un engagement solide en faveur des agriculteurs familiaux.

Le rôle des **associations d'agriculteurs** et autres organisations associatives dans l'agriculture, la foresterie, l'élevage et la pêche a également été souligné. Ces organisations peuvent non seulement aider les agriculteurs familiaux à recevoir des services de soutien plus rentables, mais elles peuvent également se soutenir mutuellement, formuler conjointement des propositions cohérentes aux gouvernements et plaider en faveur de politiques plus utiles (voir encadré pour plus de détails).

Le dialogue africain a conclu que les agriculteurs familiaux peuvent et doivent jouer un rôle central dans la réalisation d'un avenir durable pour l'agriculture, l'éradication de la faim et de la pauvreté, la réalisation de la co-

hésion sociale, l'emploi et l'utilisation durable des ressources naturelles.

### Consultation de la société civile

Ces conclusions ont été relayées lors des consultations de la société civile à Tunis. Mme Elizabeth Atangana, de l'Organisation panafricaine des agriculteurs, y a tout d'abord exprimé sa gratitude envers la FAO pour la mise en œuvre de l'Année internationale de l'agriculture familiale 2014 et a salué l'Union africaine pour avoir fait de 2014 l'Année de l'agriculture. Elle a poursuivi en affirmant que *«les agriculteurs familiaux sont des producteurs d'aliments depuis pas mal de décennies, mais personne n'avait songé à reconnaître leur importance. Étant donné que le secteur agricole emploie la majorité de la population rurale en Afrique, en particulier les femmes et les jeunes, il est grand temps d'investir dans l'agriculture familiale de manière holistique»*.

Les organisations de la société civile (OSC) participantes ont noté que les agriculteurs familiaux en Afrique font face à des politiques, programmes et projets aux niveaux local, national, régional et continental **incohérents et mal mis en œuvre**. Elles ont souligné à quel point cette situation compromet la sécurité alimentaire, la nutrition et la réduction de la pauvreté. Pointant du doigt les résultats mitigés des engagements de Maputo après 11 ans et la faible mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), elles ont affirmé que même les mécanismes existants et les outils de financement adaptés aux besoins et aux réalités des exploitations familiales n'ont pas su apporter les avantages attendus. En effet, d'après ces OSC, l'allocation de fonds à l'agriculture industrielle dans le cadre de partenariats public-privé n'est

pas toujours un instrument approprié pour soutenir l'agriculture familiale.

En outre, les participants ont souligné que les besoins des **jeunes** sont rarement pris en compte par les politiques, car dans de nombreux pays africains, les cadres juridiques et réglementaires sont faibles et n'appuient pas les projets agricoles pour les jeunes. Leurs besoins d'accès aux terres et de sécurité d'occupation foncière ne sont pas suffisamment intégrés. Des manquements similaires sont constatés par d'autres groupes vulnérables tels que les femmes et les peuples autochtones.

### Conférence régionale

Le Ministre de l'agriculture de la Tunisie a également souligné l'urgence d'investir dans la jeunesse au cours de la Conférence régionale à Tunis: *«Pour combattre la faim en Afrique, les gouvernements doivent soutenir les jeunes agriculteurs et les petites exploitations et faire de l'agriculture une entreprise plus attrayante.»* Il a également insisté sur la nécessité d'accroître la productivité agricole, qui doit être soutenue par des prêts à faible taux d'intérêt pour les petits agriculteurs. Il a ensuite plaidé en faveur de l'inclusion des agriculteurs dans la prise de décision: *«Les petits agriculteurs familiaux protègent les ressources naturelles et la biodiversité. Ils le feront plus efficacement lorsqu'ils seront impliqués dans la prise de décision en matière agricole.»*

## Recommandations en matière de politiques

### Dialogue régional

Les participants au dialogue régional ont conclu que l'ambition suprême

pour l'Afrique était qu'elle soit capable de se nourrir elle-même et de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale en disposant d'un secteur de l'agriculture familiale plus productif à même de vaincre la pauvreté et la faim et qui engage les hommes, les femmes et les générations futures de manière efficace.

Les participants au dialogue ont demandé à la FAO de reconnaître et de **soutenir l'agriculture familiale comme un modèle durable** capable de nourrir le monde. Des politiques et des programmes sont nécessaires pour aider les agriculteurs à augmenter la production tout en assurant la sécurité et un transfert en douceur du patrimoine familial, en pérennisant le patrimoine culturel, en garantissant l'intégrité territoriale et du paysage et en contribuant à la solidarité communautaire. Cela passe par l'amélioration de l'accès à un financement fiable et stable (provenant de sources publiques et des activités agricoles), l'existence de marchés garantissant la rentabilité de l'agriculture et appuyant la «modernisation technologique» des agriculteurs familiaux.

Une meilleure éducation et des connaissances plus solides ont été identifiées comme nécessaires pour soutenir les agriculteurs familiaux dans leurs efforts d'adaptation à un monde qui s'urbanise, se mondialise et devient de plus en plus concurrentiel et où les chaînes de commercialisation ont beaucoup gagné en puissance.

Le dialogue a également préconisé des programmes spécifiques en vue d'autonomiser les femmes et de réduire ou éliminer la discrimination négative dans l'accès à la terre et aux autres ressources, notamment les connaissances. Ces solutions sont réalisables via un investissement dans des technologies et des infrastructures économes en main d'œuvre et efficaces sur la productivité afin de permettre aux femmes d'avoir plus de temps à consacrer à d'autres activités productives, mais également via la facilitation de la participation des femmes dans les marchés ruraux du travail flexible, efficace et équitable. On a recomman-



dé à la FAO et à l'Union africaine (UA) d'aider les gouvernements africains à mettre en œuvre les Directives volontaires sur les régimes fonciers et les orientations-cadres de l'UA relatives à la propriété foncière. Des programmes spécifiques sont également nécessaires pour rendre l'agriculture attrayante pour les jeunes.

Enfin, les participants ont souligné que les producteurs doivent s'organiser pour être en mesure de s'aider eux-mêmes. Ils ont exhorté la FAO à inclure les organisations de producteurs dans ses consultations sur l'agriculture familiale, avec tous les ministères concernés.

### Consultation de la société civile

Cet appel a été réitéré par Mme Atangana lors de l'ouverture de la consultation de la société civile. Elle a demandé que la FAO joue un rôle central en encourageant les gouvernements à **inclure les agriculteurs dans la prise de décision** sur la politique agricole, de la formulation des politiques jusqu'à leur mise en œuvre.

*«L'Afrique peut se nourrir parce que nous avons suffisamment de terres arables et d'eau douce. Ce qui manque, c'est l'engagement de nos gouvernements à travailler main dans la main avec toutes les parties prenantes, y compris la société civile. Mais les voix des producteurs alimentaires sont essentielles. On n'a que trop privilégié l'agriculture industrielle qui a fini par ruiner la biodiversité, polluer les eaux et dégrader nos sols. Je félicite les petits producteurs et leurs organisations qui braquent les projecteurs sur ces questions.*

Dans la même veine, le délégué du **Soudan** a raconté comment ils ont créé un syndicat national des jeunes agriculteurs à travers lequel ils ont pu atteindre un certain nombre de jeunes. La **Tunisie**, pays hôte, a déclaré que les jeunes diplômés ont bénéficié d'une technologie appropriée qui leur a permis de créer des exploitations où sont pratiquées l'agriculture, l'élevage et la pisciculture. Le délégué du **Congo-Brazzaville** a expliqué comment le gouvernement a construit des logements pour les agriculteurs familiaux afin d'améliorer leurs conditions de vie. M. Idudu Pascali, président d'une coopérative au **Burkina Faso**, a déclaré que les fonds reçus de la FAO sont utilisés avec succès pour créer des systèmes d'irrigation, des infrastructures et des marchés pour l'agriculture familiale. La **Tunisie** a souligné son investissement dans la protection des ressources naturelles et la création de systèmes d'alerte précoce relatifs au changement climatique et aux fluctuations météorologiques. Quant au **Mozambique**, leurs représentants ont mis en avant le fait que, depuis 2009, ils ne cessent de réduire la pauvreté en investissant dans les petits agriculteurs et leurs organisations par le biais de projets liés aux arbres, aux fruits, aux abeilles et aux cultures agricoles de grande valeur. Les petits agriculteurs mozambicains peuvent accéder à des crédits commerciaux s'ils ont une recommandation du gouvernement qui sert de garantie.



Éthiopie. Photo: Alina Paul-Bossuet

*Je vous encourage tous à continuer à faire pression sur nos gouvernements, car c'est cela qui permettra d'améliorer les moyens de subsistance des petits producteurs dans tous les secteurs.»*

L'une des principales conclusions ressorties de la consultation des OSC porte sur la nécessité d'adopter des politiques et un financement cohérents qui favorisent **l'intégration des jeunes dans l'agriculture**. La formation professionnelle doit être conçue pour cibler l'agriculture et l'esprit d'entreprise chez les jeunes en milieu rural où les programmes sont absents, tandis que les programmes en place doivent être consolidés. En outre, les OSC ont recommandé un mécanisme inclusif de dialogue entre les gouvernements, les organisations de jeunes et d'autres parties prenantes.

Les OSC ont également appelé à un meilleur ciblage de l'appui aux exploitations familiales dans le cadre du **PDDAA** pour assurer leur viabilité à long terme. Elles ont préconisé l'accroissement du financement et la participation des petits agriculteurs familiaux dans l'ensemble du processus pour répondre à leurs besoins et préoccupations. Elles ont recommandé que la gestion des ressources naturelles, guidée par des **politiques favorables à l'agriculture familiale**, soit laissée entre les mains des producteurs alimentaires. Les approches et politiques relatives aux chaînes de valeur doivent être inclusives et considérer comme prioritaire l'appui à l'agriculture fami-

liale. L'accès au financement par les petits agriculteurs familiaux ne doit pas être entravé par la bureaucratie et les institutions financières doivent cesser de considérer l'agriculture comme un investissement risqué.

Les OSC ont encouragé les gouvernements à mettre en œuvre les **recommandations du Comité de la sécurité alimentaire mondiale**. On a particulièrement insisté sur la nécessité de mettre en œuvre les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts en impliquant toutes les parties prenantes, avec une attention particulière aux petits producteurs et aux jeunes agriculteurs. Les organisations condamnent fermement l'accaparement des terres et l'appui aux entreprises agro-industrielles et exigent un moratoire sur la production d'agro-combustibles industrielle sur le continent.

Enfin, les organisations ont recommandé que la décentralisation des processus de la FAO se produise d'une manière inclusive, transparente et cohérente. Les politiques et les programmes du bureau régional doivent être définis par le dialogue avec tous les acteurs, y compris les organisations de petits agriculteurs familiaux et de pêcheurs.

### Conférence régionale

M. Bukar Tijan, le sous-directeur général, a déclaré à la Conférence régionale que les petits agriculteurs et les

agriculteurs familiaux doivent être le principal groupe cible dans le développement de l'agriculture sur le continent. Toujours selon lui, «*la FAO ne ménagera aucun effort pour appuyer les initiatives des gouvernements pour investir dans l'agriculture à petite échelle et les agriculteurs familiaux afin de garantir la sécurité alimentaire et la nutrition sur le continent*».

La Conférence régionale a recommandé que les gouvernements rendent l'agriculture plus attrayante pour les jeunes et créent un **environnement favorable pour les jeunes** dans les politiques et programmes globaux de développement agricole et rural. Ces programmes doivent comprendre l'accès des jeunes aux ressources productives, notamment la terre et les ressources financières. Ils ont également recommandé des politiques en faveur de la transformation rurale et des investissements dans les compétences techniques, professionnelles et entrepreneuriales des jeunes. Il peut s'agir du développement des activités dans la chaîne de valeur agricole qui encouragent les jeunes à s'engager et à rester dans l'agriculture. Enfin, ils ont appelé à une plus grande facilitation de la participation des jeunes dans les programmes de développement agricole et les processus décisionnels.

En ce qui concerne le **PDDAA**, la Conférence régionale a recommandé que les gouvernements africains intègrent efficacement les objectifs de nutrition dans les plans du secteur agricole. Ils ont suggéré la levée des obstacles pour améliorer la productivité, les revenus et la sécurité alimentaire des agriculteurs familiaux, de préférence par un soutien aux organisations et coopératives d'agriculteurs et des investissements durables dans la recherche agricole. Les programmes de protection sociale et les instruments de gestion des risques visant les agriculteurs familiaux doivent être mis en place pour favoriser la résilience. En outre, on a prôné le renforcement des efforts nationaux et régionaux pour améliorer la formulation et la mise en œuvre de cadres juridiques régissant le régime foncier. ■

# Asie-Pacifique

Dialogue régional sur l'agriculture familiale: Bangkok, 21 et 22 novembre 2013

Consultation de la société civile: Oulan-Bator, 8 et 9 mars 2014

Conférence régionale: Oulan-Bator, 10-14 mars 2014

Dans la région très diversifiée de l'Asie et du Pacifique, les agriculteurs familiaux sont confrontés à un manque de soutien des pouvoirs publics et à des politiques défavorables. Beaucoup d'entre eux ont été déplacés et sont menacés par le changement climatique. Néanmoins, divers exemples ont démontré la capacité des agriculteurs familiaux à collaborer avec d'autres pour renforcer leurs systèmes agricoles et faire entendre leurs voix. Les politiques peuvent jouer un rôle dans l'appui à ces processus en protégeant les droits des agriculteurs familiaux, en particulier ceux des femmes et des habitants de la forêt, et en veillant à la stabilité des prix des denrées alimentaires. Les acteurs de la région plaident clairement en faveur d'une plus grande implication des agriculteurs familiaux dans les politiques, la recherche et la vulgarisation.

## Principales tendances dans l'agriculture familiale

### Dialogue régional

D'aucuns disent souvent que la région Asie-Pacifique est la patrie mondiale des petits exploitants familiaux. La région détient 60 pour cent de la population mondiale et 70 pour cent de ses agriculteurs familiaux. Les petits producteurs de denrées alimentaires, agriculteurs, pêcheurs et pasteurs produisent 80 pour cent de la production alimentaire de la région. Les participants au dialogue régional ont noté que l'agriculture familiale dans la région Asie-Pacifique est si variée qu'il est difficile de formuler une définition simple et complète de celle-ci. Les présentateurs à la Conférence l'ont décrite comme familiale et de petite échelle, allant d'une agriculture à temps plein pour les membres de la famille soutenus par une main-d'œuvre salariée à une agriculture de subsistance à petite échelle.

Divers intervenants au dialogue ont mis l'accent sur la façon dont les agriculteurs familiaux de la région contribuent au développement du marché local, à la résilience et à la coopération communautaire et, en définitive, à l'ensemble des produits domestiques du pays. Les agriculteurs aident aussi à préserver et à promouvoir les traditions locales, le patrimoine et les systèmes alimentaires ainsi que les écosystèmes



Viet Nam. Photo: Truong Minh Dien



de la communauté et les paysages ruraux.

L'aquaculture revêt une très grande importance dans la région: 80 à 90 pour cent des exploitations aquacoles d'Asie sont familiales. La taille et les récoltes de ces exploitations ainsi que les rôles liés au genre varient. L'on a souligné le rôle majeur des femmes dans la plupart des exploitations familiales, bien que cela soit mal reconnu. Elles contribuent à hauteur de 85 pour cent des travaux des exploitations agricoles mais reçoivent à peine 20 pour cent du revenu de l'exploitation familiale – 2 pour cent seulement d'entre elles détiennent des actifs. **Les femmes rurales, en particulier, demeurent invisibles, sous-estimées et méconnues.** Elles souffrent d'une inégalité d'accès et de contrôle sur les ressources malgré le rôle qu'elles jouent en qualité d'épargnantes de semences, de cultivatrices, de responsables communautaires et de gestionnaires de la famille.

Les participants ont, en général, fait observer que les familles agricoles sont confrontées à un manque de soutien adéquat, à des politiques défavorables et à un manque d'accès aux marchés, aux actifs, aux semences et à la technologie. De plus, elles font face aux changements environnementaux actuels causés par le changement climatique, les inondations, les maladies et les parasites.

En outre, les petits exploitants familiaux de la région font face à d'énormes défis en raison du développement rapide de la mondialisation du secteur alimentaire et des menaces de l'agriculture commerciale à grande échelle et des industries extractives. Les participants ont souligné que la

**libéralisation des échanges, la privatisation et la déréglementation ont eu un impact très négatif** sur les exploitants familiaux. Ces processus ont réduit les capacités de pays et de peuples à assurer l'autosuffisance de la production alimentaire et ont «aggravé la faim, la pauvreté, la malnutrition et contribué au déplacement, à l'absence des terres, à la perte des moyens de subsistance et de revenu et à la limitation des droits des petits producteurs et consommateurs de denrées alimentaires». De nombreux petits agriculteurs et pasteurs sont victimes de l'absence des terres, car forcés au déplacement à cause de l'accaparement des terres, des grands projets d'infrastructure et miniers. Une véritable réforme foncière fait défaut. Les droits des peuples autochtones essentiels à leurs moyens de subsistance et à leur survie ne sont toujours pas reconnus.

En outre, les travailleurs agricoles font face au faible niveau des salaires, à la précarité du travail et aux conditions de travail mauvaises et dangereuses. De plus, les pêcheurs et les travailleurs de la pêche, y compris les femmes, sont marginalisés à cause du développement de la pêche commerciale. Leur besoin d'accéder aux ressources halieutiques a été ignoré et ils ne sont pas suffisamment soutenus dans la transformation et la commercialisation. De plus, la santé des écosystèmes aquatiques et de la biodiversité n'est pas protégée.

La région fait également face aux **modifications des structures de la population rurale.** La population rurale vieillit et les jeunes agriculteurs et les hommes émigrent, laissant derrière eux un nombre croissant de personnes âgées et de femmes. Les parti-

## Bonnes pratiques

Divers exemples de bonnes pratiques ont été présentés lors du dialogue régional. Il s'agit notamment des expériences réussies de coopératives et de groupes d'entraide de femmes ainsi que celles de groupes de plaidoyer et de pression qui représentaient des modèles clés d'organisation collective visant à renforcer les rôles et les contributions des exploitants familiaux. Les décideurs ont été encouragés à soutenir ces modèles en facilitant la mise à l'échelle d'expériences de base réussies et d'autres efforts collectifs en vue d'un impact plus large.

Un exemple particulièrement réussi de mise à l'échelle a été présenté par Chhaya Bhavsar de la *Self Employed Women's Association* (SEWA) en Inde. Elle a partagé la manière dont leur campagne pour une agriculture durable fournit un **modèle efficace d'autonomisation des agricultrices** en améliorant leur force collective et leur pouvoir de négociation. La SEWA a travaillé avec des agricultrices et leurs familles pour les aider à créer leurs propres organisations et a «formé les formateurs» en marketing, développement organisationnel et accès au financement. Ainsi, la SEWA a constitué un cadre de formateurs d'agricultrices au niveau local. Ces femmes ont à présent ouvert des écoles d'agriculture en vue de fournir des connaissances et une formation à d'autres agricultrices au niveau local, en améliorant leur accès aux services financiers et de marketing, aux outils, à la technologie et aux structures de transformation de leurs produits. Cette approche intégrée a également supprimé le rôle des intermédiaires. La campagne a démarré au Gujarat et a été reproduite dans 14 autres États de l'Inde touchant plus de cinq millions d'agriculteurs au niveau national.

Sur la base du succès initial enregistré, la SEWA a senti la nécessité d'une plateforme nationale d'ap-

cipants au dialogue ont entendu parler de plusieurs cas de populations rurales qui, sans aucun moyen de subsistance en vue à la campagne, sont contraintes à l'exode vers les villes. Les jeunes qui abandonnent leur exploitation familiale n'acceptent plus ce qu'ils considèrent comme *une vie misérable*, comme l'a dit un participant. Par contre, ils cherchent des emplois dans l'industrie, les technologies de l'information, le tourisme (avec ses dollars américains) et d'autres emplois visant des modes de vie «sophistiqués».

Il a toutefois été convenu qu'un examen approfondi est nécessaire pour comprendre la situation des petits exploitants familiaux marginalisés, notamment dans le contexte des relations de pouvoir, des structures et de l'équité spécifiques à chaque pays de la région.

### Conférence régionale

Les délégués à la Conférence régionale ont noté que même si les objectifs du Millénaire pour le développement sont atteints d'ici à 2015 en Asie et dans le Pacifique, plus d'un demi-milliard de personnes dans la région souffriraient encore de sous-alimentation.

L'augmentation de la productivité des petites exploitations familiales et la réduction de la pauvreté tout en protégeant la base des ressources naturelles de la région ont été identifiées comme des défis majeurs pour la réalisation de la sécurité alimentaire dans la région Asie-Pacifique.

## Recommandations en matière de politiques

### Dialogue régional

Les actions prioritaires et les recommandations clés formulées au cours du dialogue régional pourraient, si elles sont mises en œuvre, contribuer grandement à la création de conditions pouvant permettre aux exploitants agricoles familiaux de prospérer, s'épanouir, retrouver leur dignité, devenir autonomes et contribuer à la société dans son ensemble. Comme l'a déclaré Esther Penunia, de l'Association des agriculteurs d'Asie et ambassadrice de l'AIAF, «*nous voulons améliorer les conditions des exploitants agricoles familiaux afin qu'ils puissent acquérir une véritable dignité et être fiers*

de prentissage et d'échange pour les petits agriculteurs marginalisés et créé la *All India Women's Farmers' Association*, un réseau d'agricultrices à l'échelle nationale. Ce concept a déjà été reproduit au Népal, à Sri Lanka et au Bangladesh sous le format «Forum de l'agriculteur». Les agricultrices de 2 400 villages à travers ces trois pays et 11 États indiens partagent présentement leurs préoccupations et meilleures pratiques par le biais de ce Forum. Cela les a habilitées à bien des égards, renforçant ainsi leurs systèmes de production, améliorant leurs moyens de production et augmentant leur visibilité, la possibilité de se faire entendre et leur représentation dans les processus nationaux et locaux de prise de dé-

*d'être des agriculteurs familiaux [...] et que la jeune génération puisse continuer à pratiquer l'agriculture familiale et réduire ainsi la pauvreté et accroître la sécurité alimentaire et la nutrition».*

Selon les organisations de la société civile qui y participent, des politiques qui soutiennent la souveraineté alimentaire sont un élément clé pour la réalisation de cet objectif. La souveraineté alimentaire peut permettre de réaliser la sécurité alimentaire et l'éradication de la faim et de la pauvreté puisqu'elle «reconnait et confirme les droits des peuples de décider de leurs propres politiques alimentaires et agricoles et du droit de développer des systèmes alimentaires écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptés». Une autre recommandation importante du dialogue a été la demande d'une **réforme urgente des cadres et politiques juridiques** afin d'aborder les politiques macroéconomiques et commerciales défavorables qui constituent des obstacles majeurs à l'exploitation du potentiel des exploitants familiaux. Ceci est particulièrement pertinent par rapport à l'accès à la terre et à d'autres ressources telles que le crédit et les connaissances.



Mongolie. Photo: Erdenebileg Uljit





Une autre priorité identifiée lors du dialogue est le **renforcement de la participation des exploitants familiaux à la prise de décision** à travers leurs organisations pour ce qui concerne les politiques et programmes aux niveaux national et régional. Les participants ont déclaré que la FAO et le FIDA ont un rôle important à jouer pour encourager les gouvernements à associer les organisations d'agriculteurs. Jean-Philippe Audinet, Conseiller technique principal au FIDA, a accepté et soutenu les recommandations de l'Année internationale de l'agriculture familiale visant à alimenter le processus de Consultation mondiale pour un investissement responsable dans l'agriculture.

Les participants ont souligné la nécessité de clarifier et de renforcer les rôles respectifs des gouvernements, des organisations et des coopératives de producteurs, de la société civile et du secteur privé dans la prestation de services agricoles et le renforcement des agriculteurs familiaux. L'accent a été mis sur les programmes de renforcement des capacités «*axés sur les agriculteurs familiaux, détenus et dirigés par ces derniers*» sur des questions telles que **l'adaptation au changement climatique, la réponse aux risques de catastrophe, la valeur ajoutée et l'influence et l'engagement dans le dialogue politique**. Il a également été recommandé aux organisations de producteurs de développer davantage d'activités génératrices de revenus qui permettent aux exploitants familiaux d'être plus indépendants et d'évoluer vers l'autonomie.

Une proposition spécifique faite au cours du dialogue consiste à compiler

les données sur les agriculteurs familiaux spécifiques à chaque pays, y compris les rôles et les structures des organisations de producteurs. Une des stratégies que les participants au dialogue ont recommandée a été **le soutien aux réseaux d'organisations de producteurs existants** ainsi que des stratégies qui ont un impact sur l'agriculture familiale. Pour ce faire, on a proposé d'inclure davantage d'organisations de producteurs et de grands agriculteurs dans les activités de l'AIAF et de rendre ces activités plus significatives, par exemple, en organisant des visites sur les lieux. Enfin, ils ont exprimé la nécessité d'une **stratégie à long terme** pour soutenir les exploitants familiaux, peut-être sous la forme d'une Décennie internationale de l'agriculture familiale.

#### Consultation de la société civile

Les OSC de la région Asie-Pacifique ont souligné l'importance d'une véritable réforme agraire, aquatique, du secteur forestier et des pâturages. Cette réforme devrait incorporer le droit aux ressources, y compris pour les femmes, et la protection des domaines et territoires ancestraux des petits producteurs alimentaires. Parallèlement, elle a déclaré que les **pratiques d'élevage, de pêche et d'agriculture agroécologiques, intégrées et diversifiées** doivent être promues pour protéger les droits traditionnels des peuples, les connaissances et la sagesse locales et autochtones et fournir la base de la résistance au climat. Les gouvernements doivent intégrer le principe du **consentement préalable, libre et éclairé** dans leurs lois et règlements.

Les organisations participantes ont en outre soutenu que pour préserver le droit des peuples à une alimentation saine et nutritive et renforcer les moyens de subsistance des petits agriculteurs, les technologies d'entreprise telles que les semences génétiquement modifiées, les pesticides dangereux et les plantations d'agrocombustibles ne doivent plus être encouragées. En revanche, elles ont prôné la facilitation de la **recherche et de la vulgarisation agricoles, la technologie et la formation menées par les agriculteurs, ainsi que le développement de marchés locaux et d'emplois** appropriés pour les petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes rurales.

Elles ont invité les gouvernements à appliquer les lois et mécanismes qui prévoient des **prix abordables et stables** pour les produits de première nécessité et de consommation courante. Elles ont également demandé un soutien dans le **renforcement des capacités** des petits producteurs alimentaires en vue de créer des organisations leur permettant d'utiliser des économies d'échelle et d'améliorer le pouvoir de négociation.

La société civile a également formulé une série de recommandations, invitant la FAO à veiller à une **participation significative des mouvements sociaux et des OSC** à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi des politiques et directives. Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables



aux terres, aux pêches et aux forêts ont été particulièrement soulignées. Les OSC invitent encore la FAO à veiller à ce que les Principes pour un investissement agricole responsable intègrent le rôle central des petits producteurs alimentaires dans la production alimentaire et, en tant que premiers investisseurs agricoles, à protéger leurs droits.

Une attention particulière a été accordée aux **habitants des forêts**. On a recommandé à la FAO de les reconnaître en tant que producteurs alimentaires et protecteurs des forêts et des ressources naturelles. La FAO doit appuyer les initiatives des habitants des forêts sur l'atténuation du changement climatique, et tout projet de restauration des forêts et de reboisement doit être élaboré dans le respect des habitants des forêts et des générations futures.

Enfin, les OSC ont recommandé que la FAO **poursuive le dialogue sur le concept de l'agriculture familiale**, compte tenu des différents contextes des petits producteurs alimentaires. Elles ont proposé que la FAO mette en place des comités nationaux dirigés par des agriculteurs et élabore des politiques et programmes qui répondent aux préoccupations des petits producteurs alimentaires et de leurs communautés. Les participants de la société civile déterminés à travailler avec la FAO, les gouvernements et avec d'autres institutions internationales



Philippines, Photo: Irvin Jethro Velas

répondent aux besoins des petits producteurs alimentaires et à leurs aspirations à la souveraineté alimentaire.

### Conférence régionale

La Conférence régionale a reconnu que la transition vers une production durable dans l'agriculture doit se focaliser sur l'appui à la prospérité des exploitants familiaux et des communautés rurales tout en répondant aux enjeux de développement durable liés à la gestion des terres et des ressources hydrauliques. Reconnaisant le **caractère multifonctionnel des agriculteurs familiaux**, la Conférence a mis l'accent sur l'importance de l'élargissement des possibilités de revenu dans les zones rurales, y compris les revenus non agricoles tels que l'agrotourisme et les paiements ciblés pour des services écosystémiques spécifiques. Les délégués ont reconnu que les discussions sur l'avenir de l'agriculture et la satisfaction des aspirations des agriculteurs ne doivent pas inclure seulement les secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles. Elles

doivent concerner également, au départ, les questions liées à l'urbanisation, aux infrastructures rurales, à la culture et aux connaissances traditionnelles et autochtones, à l'éducation, aux services d'appui et au développement de la jeunesse.

La Conférence a également proposé que la FAO aide les pays membres à créer des opportunités et des ressources pour les femmes et les jeunes et mette en valeur les ressources alimen-

taires indigènes sous-utilisées. Elle a recommandé un travail d'analyse et d'orientation visant à améliorer la **sécurité alimentaire et nutritionnelle**, renforçant ainsi les liens entre les programmes de protection sociale et le secteur agricole en vue de rendre les agriculteurs plus productifs et résilients.

En ce qui concerne les habitants des forêts, la Conférence a mis en évidence les nombreux avantages environnementaux, sociaux et économiques qui peuvent découler de la restauration efficace des forêts et des prairies, tout en soulignant la nécessité de mesures de sauvegarde pour s'assurer que les activités de restauration **protègent et améliorent la biodiversité et respectent les droits et les intérêts des populations locales**, en particulier les populations autochtones et les habitants des prairies et des forêts traditionnelles. À cet égard, on a particulièrement insisté sur l'urgence d'une action collective des pays membres, de la FAO et d'autres partenaires au développement afin d'accélérer le rythme de la restauration dans la région, assorti de la garantie des droits fonciers.

La Conférence a encouragé les pays membres à faciliter le **dialogue public multisectoriel et multipartite relatif aux politiques publiques sur la réduction de la pauvreté rurale** et l'avenir à long terme de l'agriculture, en particulier en ce qui concerne les exploitants familiaux. Elle a exhorté la FAO et les pays membres à utiliser l'Année internationale de l'agriculture familiale comme une occasion de faciliter ce dialogue politique, notamment par la création de mécanismes nationaux de suivi à long terme tels que les comités nationaux. ■



Myanmar, Photo: Kyaw Kyaw Winn

# Europe et Asie centrale

Dialogue régional sur l'agriculture familiale: Bruxelles, 11 et 12 décembre 2013

Consultation de la société civile: Bucarest, 29 et 30 mars 2014

Conférence régionale: Bucarest, 2 et 3 avril 2014

Les exploitations familiales représentent la grande majorité des exploitations en Europe et sont les plus grands investisseurs dans la production agricole et alimentaire. Cependant, elles essaient de survivre dans un contexte de vieillissement de la population agricole et de politiques en faveur des grandes exploitations corporatives et des accords de libre-échange. Parallèlement, il existe de nombreux exemples d'exploitations familiales productives et résilientes, souvent renforcées par des organisations agricoles et des systèmes alimentaires régionaux. Parmi les autres recommandations de la région figurent la réorientation des investissements publics et des connaissances vers les agriculteurs familiaux et leurs besoins et la suppression des contraintes afin qu'ils puissent «augmenter la productivité et créer encore plus d'emplois dans les zones rurales».

## Principales tendances dans l'agriculture familiale

### Dialogue régional

Lors du dialogue régional, on a défini les exploitations familiales comme celles ayant une forte proportion de main-d'œuvre familiale, où la famille exerce le contrôle de la gestion et où la continuité de l'exploitation est garantie à travers une succession de génération en génération. Les exploitations familiales de l'Union européenne, en dehors de la France, représentent plus de 85 pour cent de l'ensemble des exploitations agricoles. Entre un tiers et la moitié de la population de la région vit dans des zones rurales – environ deux tiers en Asie centrale – et la majeure partie de cette population travaille dans l'agriculture, principalement dans l'agriculture familiale. La plupart de leurs exploitations sont **dans la même famille depuis longtemps** et il existe un attachement culturel à la terre. Les exploitations varient en types et en tailles, avec des agriculteurs à temps plein et partiel, et d'autres avec ou sans autres sources de revenu. Certaines de ces exploitations sont spécialisées dans des activités commerciales et d'autres sont de semi-subsistance. Dans l'Union



Turquie. Photo: Hakan Yayla

européenne, les agriculteurs de semi-subsistance sont plus concentrés dans les nouveaux États membres et en Grèce, en Italie et au Portugal. Dans certains pays de l'Europe centrale et de l'Est, **une grande partie des terres est concentrée** dans les coopératives de production et les exploitations constituées en entreprise suite aux réformes agraires postcommunistes.

Il a été souligné au cours du dialogue que les rôles joués par les exploitants familiaux et les défis auxquels ils sont confrontés sont semblables à ceux des autres régions du monde. Parmi ces défis qui préoccupent de nombreux participants au dialogue figurent des **politiques qui favorisent les grands agriculteurs et les agriculteurs constitués en société**, souvent influencés par les multinationales. Les **normes de qualité et d'hygiène** ont constitué un obstacle principal pour les agriculteurs familiaux. Elles sont en général conçues pour l'agriculture industrielle et non pour les réalités que vivent les agriculteurs familiaux. Si elles sont combinées, les politiques et les normes mettront en danger l'activité de production des petits agriculteurs. Cela provoque les jeunes à quitter les zones rurales et pousse les femmes hors de la production alimentaire, après quoi les entreprises agri-

coles, financées par des investisseurs étrangers, s'accaparent les terres.

#### Consultation de la société civile

Les mérites de l'agriculture familiale ont également été soulignés lors de la consultation de la société civile. Un représentant de l'organisation paysanne Alburnus Maior a expliqué que lorsque la crise financière a frappé la Roumanie, les moins touchés étaient les petits exploitants familiaux qui n'étaient pas très dépendants des marchés internationaux. Il a également parlé du **potentiel de productivité** des agriculteurs familiaux: «*Nous, paysans, pouvons produire de la nourriture pour l'ensemble de l'humanité si on nous permet de le faire. Mais il nous faut sécuriser l'accès à nos terres. Dans le Rosia Montana où je vis, j'ai connu ce sentiment qui vous anime lorsque quelqu'un vient s'approprier votre terre pour des exploitations minières.*»

D'autres représentants ont partagé leurs préoccupations, particulièrement celles concernant l'accès à la terre, aux ressources financières, aux intrants et aux ressources naturelles. Ces préoccupations sont particulièrement fortes pour les **jeunes**. En Europe, les participants ont noté que seulement sept pour cent des agriculteurs avaient moins de 35 ans.

Les «soi-disant accords de libre-échange» ont été présentés comme une menace. Les organisations ont affirmé que les accords étaient signés de manière opaque et non démocratique et avaient des conséquences néfastes sur les petits et moyens producteurs agricoles ainsi que sur les normes alimentaires, alors que l'industrie agroalimentaire, les commerçants de denrées alimentaires et les sociétés transnationales en étaient les bénéficiaires. Ils ont souligné que, finalement, les **agriculteurs familiaux étaient les plus gros investisseurs** dans l'agriculture et la production alimentaire, car ils fournissent non seulement de la nourriture, mais également du travail: «*Les programmes sur l'innovation ne doivent pas être uniquement l'affaire du secteur privé. Les agriculteurs familiaux doivent faire partie de ces programmes, car ce sont eux les vrais innovateurs. L'agriculture intelligente face au climat, une des initiatives conduites par le secteur privé, n'est pas une solution. Cette agriculture qui fait appel à un apport d'importants intrants n'est pas efficace, rend les agriculteurs dépendants et dégrade l'eau et les sols. Les vraies réponses à la crise climatique et aux gaspillages et pertes alimentaires résident dans la production agroécologique, avec des rendements élevés, des communautés rurales dyna-*



miques, la biodiversité ainsi que des sols et des ressources en eau en bonne santé.»

Les participants ont observé que la célébration actuelle de l'Année internationale de l'agriculture familiale tranchait d'avec les politiques commerciales actuelles. «*La plupart des politiques actuelles, notamment celles prônées par l'Organisation mondiale du commerce et adoptées dans les accords de libre-échange, ont entraîné le déplacement des paysans/agriculteurs familiaux. Il convient de mettre en place un cadre politique permettant aux exploitations familiales de produire de manière rémunératrice et d'obtenir des prix justes pour leurs productions.*»

### Conférence régionale

À l'ouverture de la Conférence régionale, l'agriculture familiale a également été présentée comme étant unique et importante. Le délégué autrichien a souligné que «*les agriculteurs familiaux constituent une entité économique et sociale. Souvent, trois générations vivent sous le même toit et travaillent ensemble, à la différence de l'agriculture de type industriel. Les agriculteurs familiaux sont responsables de leurs produits, produisent de manière durable, préservent le patrimoine culturel et entretiennent les paysages*». Le délégué suisse a déclaré que «*l'agriculture familiale constitue l'épine dorsale de notre agriculture. Toutes nos politiques agricoles sont inspirées de l'agriculture familiale et de la diversification agricole*». L'agriculture familiale constitue également un secteur dynamique en Biélorussie. Le délégué de ce pays a

précisé que 2 500 familles assurent 60 pour cent de la production agricole du pays, produisant à la fois pour les marchés et pour leur propre consommation. Néanmoins, des préoccupations ont été soulevées. Le Kirghizistan, par exemple, a déclaré que ses régions qui pratiquent la monoculture du haricot et de pommes de terre pâtissaient de la grave dégradation des sols.

La Conférence régionale a souligné la grande responsabilité des gouvernements dans la réalisation de la sécurité alimentaire et de la nutrition à l'échelle nationale. La région est en bonne voie dans la lutte contre la faim, vu que la grande majorité des pays ont déjà atteint des taux de sous-alimentation inférieurs à cinq pour cent. L'apport calorique insuffisant ne constitue plus le problème majeur de la région, car presque tous les pays ont atteint l'objectif du Millénaire pour le développement 2001 relatif à la faim. Toutefois, d'autres défis sont à noter dans la région, tels que la malnutrition (notamment l'obésité) et la réduction des pertes et gaspillages alimentaires. La Conférence a discuté de l'impact important qu'avaient les **pertes et gaspillages de produits alimentaires** sur la faim et la malnutrition, reconnaissant la lutte contre ce problème était étroitement liée au droit à une alimentation convenable pour tous dans le monde. La conférence a souligné la nécessité d'intégrer la réduction des pertes et gaspillages de produits alimentaires dans le concept global de la promotion de systèmes alimentaires durables qui englobe la production alimentaire

## Bonnes pratiques

Les participants au dialogue régional ont reconnu que l'agriculture familiale est riche en bonnes pratiques et remplit diverses fonctions. Ils ont présenté de nombreux exemples sur des exploitations familiales productrices d'aliments sains et adeptes du recyclage des pertes et de l'entretien de la biodiversité. Par ailleurs, les agriculteurs familiaux résistent au changement climatique, entretiennent de bonnes relations avec la communauté locale et créent des emplois en milieu rural.

**Les coopératives et autres types d'organisations de producteurs** ont été citées comme un moyen efficace de renforcer la position des agriculteurs familiaux, notamment par rapport au marché. Il a toutefois été noté que le contrôle des membres s'affaiblissait à mesure que la coopérative prenait de l'envergure et que, contrairement aux coopératives de base, les grandes coopératives ne sont souvent plus sous le contrôle des producteurs. On a souligné que la confiance, la volonté de coopérer et la loyauté étaient primordiales à la réussite des coopératives et que leur développement nécessitait l'engagement à long terme de tous les partenaires, notamment les agriculteurs familiaux, les communautés locales, le gouvernement et les bailleurs de fonds.

Les participants à la consultation de la société civile ont souligné les avantages des **systèmes alimentaires régionaux** qui nécessitent moins de carburant pour le transport et débouchent souvent sur moins de gaspillages alimentaires, car l'offre peut mieux répondre à la demande et la qualité des produits est généralement meilleure. Ici, les agriculteurs familiaux peuvent avoir des relations directes avec les consommateurs dans les chaînes courtes, ce qui leur permet de recevoir des prix plus intéressants pour leurs produits. Les avantages nutritionnels et sanitaires des systèmes





d'une part, et les régimes alimentaires et la consommation d'autre part. Elle a également souligné la réduction des pertes et gaspillages alimentaires dans les systèmes alimentaires régionaux à chaîne courte.

Les autres défis mentionnés concernaient le renforcement de l'agriculture familiale durable et la production à petite échelle ainsi que le renforcement de la résilience face au **changement climatique**. Se référant au rapport alarmant du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO a déclaré que « nous devons vraiment intensifier les efforts visant à atténuer, à nous adapter et surtout à passer à des systèmes alimentaires plus durables ». M. Da Silva a annoncé la première initiative régionale de la FAO en Europe pour 2014-2015 dont le but est de **réduire la pauvreté rurale en soutenant l'agriculture familiale et les petits exploitants**, en privilégiant les technologies de production durables, l'occupation foncière, l'accès aux marchés et la diversification des revenus. La FAO formulera aussi des conseils à l'endroit des gouvernements nationaux sur les politiques et stratégies en faveur de l'agriculture familiale et de la production à petite échelle.

En bref, d'après les participants à la Conférence régionale, l'agriculture familiale est capitale si l'on veut parvenir à une agriculture durable, assurer la sécurité alimentaire et préserver les ressources naturelles et le patrimoine culturel. La Conférence a reconnu la nécessité d'un **environnement propice** pour garantir une agriculture familiale durable. Les cadres juridiques doivent permettre l'accès nécessaire aux ressources naturelles (la terre notamment), aux semences et à l'eau, ainsi qu'aux ressources financières. Les politiques incitatives doivent également

contribuer à améliorer les infrastructures rurales et l'éducation, mais également encourager l'égalité des chances pour les hommes et les femmes.

## Recommandations en matière de politiques

### Dialogue régional

Selon les participants au dialogue régional, les autorités nationales et régionales doivent reconnaître les **besoins particuliers des agriculteurs familiaux en matière de politiques** et concevoir des politiques qui les protègent et qui renforcent leur viabilité. Ils ont ajouté que les petits et moyens exploitants familiaux ne doivent pas être concernés par les politiques qui ont été conçues pour les grands exploitants. Ils ont également souligné la nécessité de disposer d'une **réglementation en matière foncière**, comme celles portant sur l'utilisation des terres communales et des pâturages, l'«accaparement» des terres et de l'eau et un meilleur accès aux ressources naturelles.

L'importance des coopératives et d'autres types d'**organisations de producteurs** pour assurer un équilibre entre la puissance économique et la puissance politique des autres acteurs de la chaîne de valeur a également été mentionnée. Le dialogue a souligné l'importance particulière de ces organisations dans le renforcement de la voix des agriculteurs familiaux dans le processus de formulation des politiques.

Par ailleurs, le dialogue a recommandé que l'éducation, la formation, l'information, la recherche et les **investissements soient mieux orientés vers les agriculteurs familiaux**, particulièrement les femmes et les jeunes.

alimentaires régionaux n'ont pas été en reste. Par ailleurs, de nouvelles façons de devenir agriculteur ont été mises en avant, notamment par la création de fermes communautaires ou par l'achat de terres en dehors de la famille. Les politiques publiques peuvent appuyer ces processus.

Les organisations de la société civile ont proposé leur appui pour concrétiser ces nouveaux développements en vulgarisant les expériences et les bonnes pratiques relatives aux nouvelles méthodes d'organisation des systèmes agricoles et alimentaires, en facilitant le partage des connaissances des agriculteurs et en mettant à disposition leur capacité à mettre en œuvre des projets et à organiser les populations.

À la Conférence régionale, le délégué du **Tadjikistan** a partagé un certain nombre d'initiatives. « Dans les années qui ont suivi notre indépendance, nous avons créé au total 150 organisations qui contribuent à l'amélioration de l'agriculture familiale et nous avons augmenté la production de plus de 50 milliards d'euros au cours des 50 dernières années. Environ 25 pour cent de notre PIB proviennent du secteur agricole et l'agriculture est une priorité dans nos politiques de développement. » Le délégué du **Kirghizistan** a fait part de l'impact de la réforme de leur régime foncier qui a permis de créer 350 000 exploitations. Certaines de ces fermes appartiennent à l'État, d'autres à des sociétés anonymes, ou encore à des coopératives et nombre d'entre elles appartiennent aux agriculteurs familiaux.

Par exemple, les investissements publics doivent cibler les infrastructures rurales qui permettent aux agriculteurs (femmes) et à leurs familles d'embrasser de nouvelles activités agricoles et non agricoles. Les participants ont également estimé que, dans le but d'intéresser les jeunes à l'agriculture,



Espagne. Photo: Benito Zapata

les États doivent garantir l'éducation, l'accès à la terre, aux semences et au soutien financier dans le cadre des programmes ruraux revitalisés.

Vu la fragilité de nombreux mécanismes de dialogue en place entre les agriculteurs et les décideurs politiques, le dialogue a proposé des comités nationaux permanents de la société civile pour soutenir les agriculteurs familiaux.

### Consultation de la société civile

Lors de la consultation de la société civile, dix recommandations clés ont été formulées pour protéger et soutenir les paysans-agriculteurs familiaux, les femmes et d'autres personnes travaillant dans les zones rurales. En guise de synthèse de ces dix points, Natalia Laiño, du Forum mondial des pêcheurs, s'est exprimée en ces termes: «*Nous ne recherchons pas des subventions, nous recherchons une législation qui facilite la vie des petits agriculteurs et des pêcheurs.*»

Au nombre des dix recommandations figure l'appel aux gouvernements pour garantir l'accès aux ressources naturelles en faveur des paysans et autres communautés rurales. À cet égard, la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts a été particulièrement recommandée.

Les organisations participantes ont souligné qu'il est à présent temps de mettre en œuvre les directives sur le droit à l'alimentation et de les utiliser comme référence pour évaluer la situation de l'alimentation dans le monde. Elles ont également recom-

mandé que le droit des agriculteurs à produire, à reproduire, à échanger et à vendre leurs semences, comme le stipule le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, soit

reconnu car «*sans terre, sans eau et sans semences, aucune agriculture familiale paysanne n'est possible*».

Les organisations de la société civile ont également soutenu que les **politiques et accords commerciaux doivent servir les petits exploitants** et les populations locales ou être revus quand ils sont néfastes. Des préoccupations ont notamment été exprimées au sujet de l'accord de libre-échange transatlantique entre l'Union Européenne et les États-Unis, de la Politique agricole commune et des accords de stabilisation et d'association. Les OSC ont fait valoir que l'agriculture doit être exclue de l'Organisation mondiale du commerce. Comme la société civile l'a proposé, la FAO doit élaborer de nouvelles règles pour le commerce des produits agricoles et alimentaires en phase avec les obligations des États en vertu des directives sur le droit à l'alimentation.

Les politiques doivent également promouvoir la production locale dans les **chaînes d'approvisionnement alimentaires courtes** accessibles à tous, notamment les plus vulnérables. À ce titre, les marchés publics doivent permettre d'effectuer des achats locaux auprès des petits exploitants. Ces systèmes sont actuellement dépourvus de soutien et les participants ont mentionné diverses façons de les renforcer systèmes, par exemple: mettre en place des points de distribution réservés aux petits volumes, appuyer les marchés publics privilégiant les exploitations familiales et autres petits exploitants locaux et renforcer l'appui aux unités de transformation locales.

Enfin, les organisations ont fait valoir que la participation des **jeunes**

et des femmes dans l'agriculture doit être renforcée par tous les moyens possibles, vu que «*les écarts intergénérationnels et entre les sexes constituent les plus grandes menaces contre l'agriculture familiale*».

### Conférence régionale

La Conférence régionale a réaffirmé l'importance de l'agriculture familiale d'un point de vue économique, socio-culturel et environnemental. Le **renforcement des exploitations familiales** a été perçu comme un élément clé dans les approches globales pour relancer le secteur rural et renforcer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Les organisations de la société civile ont manifesté leur disponibilité pour participer à ce processus par l'utilisation de leurs connaissances pertinentes et de leur capacité à organiser les agriculteurs et la population rurale.

Plusieurs participants ont souligné la pertinence régionale des **Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts**, qui sont en instance de mise en œuvre par les pays, et du processus en cours pour l'élaboration des Principes pour un investissement agricole responsable. Lors de la discussion sur les gaspillages alimentaires, la Conférence a demandé que la FAO prenne l'initiative dans le partage de connaissances et des **meilleures pratiques pour réduire les pertes et gaspillages des produits alimentaires**, y compris au niveau des petites exploitations de la région.

Les participants à la Conférence régionale ont noté que jusqu'ici, l'engagement en faveur de l'agriculture familiale dans la région a été essentiellement orienté vers la sensibilisation. Le délégué de la France s'est exprimé en ces termes: «*Il est à présent temps de concevoir des politiques publiques pour appuyer le développement des agriculteurs familiaux et pour éliminer les obstacles afin qu'ils puissent accélérer la productivité et créer encore plus d'emplois dans les zones rurales, en particulier pour les jeunes.*» ■

# Amérique latine et Caraïbes

Dialogue régional: Santiago du Chili, 30 et 21 octobre 2013

Consultation de la société civile: Santiago du Chili, 4 et 5 mai 2014

Conférence régionale: Santiago du Chili, 6-9 mai 2014

L'Amérique latine et les Caraïbes ont fait les plus grands progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Dans cette région, la contribution de l'agriculture familiale au développement est de plus en plus reconnue; les politiques relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition sont de plus en plus courantes et l'indépendance et l'égalité pour les femmes dans la lutte contre la pauvreté sont encouragées. Sur le continent, la démocratie s'enracine et les mouvements sociaux et environnementaux montent en puissance. Enfin, la deuxième Conférence des chefs d'État de la Communauté des États latino-américains et caribéens en janvier 2014 a accordé «la priorité absolue» au développement de l'agriculture, notamment l'agriculture familiale et paysanne. Parallèlement, de nombreux défis restent encore à relever, notamment la persécution des représentants d'agriculteurs, la faible participation des agriculteurs dans les organisations et les politiques défavorables aux petits producteurs. Ils ont mentionné les programmes de développement rural réussis et les plans de passation des marchés publics comme étant des moyens importants d'inverser la courbe, de même que les politiques en faveur de la souveraineté alimentaire.



Pérou. Photo: Joseluis Alfredo Franco Castro





Colombie. Photo: Hernan Vanegas Ochoa

## Principales tendances dans l'agriculture familiale

### Dialogue régional

Lors du dialogue régional, beaucoup de participants ont partagé le point de vue selon lequel l'agriculture familiale ne se limite pas à ses seules caractéristiques agricoles, mais elle est plutôt un mode de vie qui respecte l'environnement, protège la biodiversité, conserve les traditions culturelles et encourage le développement rural.

Les agriculteurs familiaux produisent actuellement jusqu'à 70 pour cent du panier alimentaire de base des différents pays de la région. Les participants au dialogue ont souligné que l'agriculture familiale a le **potentiel pour accroître l'offre alimentaire** et améliorer les conditions de vie des populations rurales les plus vulnérables. Les agriculteurs familiaux peuvent également contribuer à l'emploi, à la conservation des ressources naturelles et à la biodiversité, à la préservation des traditions culturelles, à la diversité multiethnique et à l'éradication de la pauvreté rurale. Cependant, comme le dialogue l'a souligné, cet immense potentiel n'est actuellement pas pleinement reconnu par la société et dans les politiques.

À titre d'exemple, les agriculteurs familiaux ont un **accès limité à la terre et à l'eau**. Cette situation a été perçue comme étant une conséquence des modèles de propriétés foncières très concentrées dans de nombreux pays et de l'utilisation de la terre et de l'eau à des fins autres qu'agricoles. La qualité de plus en plus faible et la disponibilité limitée des sols et des ressources en eau

ont ébranlé les systèmes de production de l'agriculture familiale et sont alarmantes pour les nombreux agriculteurs familiaux sans systèmes d'irrigation. Au cours des dernières années, cette situation est devenue encore plus urgente, étant donné que la région a connu des **changements au niveau des précipitations et des températures**, ce qui rend les agriculteurs familiaux encore plus vulnérables, particulièrement les agriculteurs les plus marginalisés. Ils ne disposent pas toujours des ressources nécessaires pour s'adapter à ce nouveau scénario au moment opportun, par exemple en utilisant des techniques d'irrigation appropriées, en développant des variétés résistantes ou en modifiant leurs calendriers de récolte. D'autres souffrent du manque d'assistance technique adéquate pour apporter les changements nécessaires.

Un autre facteur faisant obstacle aux agriculteurs familiaux pour exploiter leur plein potentiel est la **faible disponibilité des sources adéquates de financement**. S'ils existent, les instruments de crédit ont souvent recours à des règles et à des conditions inadaptées à la réalité des agriculteurs familiaux. Les garanties de prêts par exemple, sont impossibles à obtenir pour les petits agriculteurs familiaux sans actifs. L'accès au crédit est encore plus difficile pour les agricultrices dans la plupart des pays de la région. Cette situation contribue à une plus grande pauvreté dans les ménages dirigés par des femmes. Les participants ont souligné la nécessité d'analyser les causes sous-jacentes de cette inégalité.

Étant donné que les jeunes voient peu d'opportunités dans l'agriculture et que les politiques ne les ont jusqu'à présent pas encouragés à rester dans les

zones rurales, de nombreux **jeunes migrent vers les zones urbaines** à la recherche de meilleures opportunités.

Le dialogue a mentionné que les politiques et les institutions publiques de l'agriculture familiale n'ont pas atteint le même niveau de développement dans tous les pays de la région. Les pays du cône Sud sont les plus avancés dans ce domaine. En revanche, lorsque les programmes d'exploitations familiales sont en place, ils mettent souvent l'accent sur l'augmentation de la production au détriment de la relation avec les consommateurs et les marchés. En ce moment, les agriculteurs familiaux dans la région font face aux coûts élevés des intrants et aux prix bas pour leurs produits. Cependant, il a été souligné que la croissance future de la population mondiale se traduira par une augmentation de la demande alimentaire, du moins dans le court terme. Cette situation présente une excellente **opportunité pour renforcer le commerce et les marchés des produits des agriculteurs familiaux**.

Toutefois, les participants ont conditionné cette opportunité à des programmes et des instruments explicitement tournés vers les petits agriculteurs familiaux. Sinon, les grands exploitants agricoles, avec leurs ressources plus importantes, risquent d'être les seuls à profiter de cette nouvelle opportunité.

Les organisations d'agriculteurs peuvent permettre aux agriculteurs de surmonter certains de ces défis et relever le profil politique du secteur. Toutefois, la **participation des agriculteurs familiaux dans les organisations rurales est faible** dans la plupart des pays de la région. Il a été observé que la **persécution** des représentants d'agriculteurs dans certains pays a davantage affaibli ces organisations.

L'Année internationale de l'agriculture familiale a été considérée par les participants au dialogue comme étant une occasion unique de souligner le rôle important des agriculteurs familiaux et faire d'eux un pilier essentiel des stratégies pour atteindre la sécurité et la souveraineté alimentaires et éradiquer la faim et la malnutrition dans la région.

## Consultation de la société civile

Les organisations de la société civile présentes à la consultation ont fait remarquer que, malgré les nombreuses difficultés auxquelles les agriculteurs familiaux sont confrontés, notamment le peu de soutien des gouvernements, ils se sont montrés en mesure de nourrir les deux tiers de la population mondiale. De plus, ces agriculteurs maintiennent la diversité des cultures anciennes et traditionnelles, protègent et préservent les ressources naturelles et la biodiversité. D'après les organisations, il n'est plus à démontrer que le modèle industriel de la production et de la commercialisation des produits alimentaires avec ses monocultures à grande échelle, développées à coups d'OGM, d'engrais chimiques et de pesticides n'a pas qu'échoué à mettre fin à la pauvreté et à la faim, il les a aggravées.

Les participants ont souligné la **grande capacité des agriculteurs familiaux à la résistance et à la résilience**, ce qui leur permet de produire une alimentation saine partout pour les populations. Pour eux, cette nourriture ne parvient pas à tous principalement parce que les moyens de **production et de distribution des denrées alimentaires sont concentrés** en grande partie dans les mains des grandes entreprises agrochimiques et biotechnologiques.

Les organisations de la société civile ont également mis en avant le taux élevé de **violence contre les femmes** dans les zones rurales de nombreux pays, ainsi que les **persécutions et meurtres de paysans**, de peuples autochtones et de membres de syndicats de travailleurs ruraux.

## Conférence régionale

La région a réalisé des progrès considérables vers la sécurité alimentaire. Quelques obstacles subsistent malgré tout. En dehors du changement climatique, la perte de forêts a été mentionnée comme étant un nouveau risque pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, car les **ressources forestières jouent un rôle clé dans le maintien des moyens de subsistance des agriculteurs familiaux**, des éleveurs nomades et des pêcheurs.



Honduras. Photo: Claudia Calder

Lors de la Conférence, M. Carlos Furche, Ministre chilien de l'agriculture, a mentionné que la réunion était l'expression de son engagement pour un type de développement agricole qui met l'accent sur l'agriculture familiale paysanne. Le délégué de la Guyane a rappelé le **droit inné de chacun à l'alimentation** et regretté que, dans le monde actuel, ce droit est souvent bafoué. Il a ajouté que la garantie de l'alimentation est une responsabilité qui doit être partagée par tous les ministères et que les politiques nationales, régionales et mondiales doivent être harmonisées afin de renforcer la lutte contre la pauvreté.

La reconnaissance institutionnelle de l'agriculture familiale au Brésil a été présentée comme le résultat d'une décision politique d'inclure les syndicats et les mouvements sociaux dans les processus de formulation des politiques. Par conséquent, les politiques sur l'agriculture familiale sont conçues en relation étroite avec les politiques sur d'autres thèmes contemporains comme le changement climatique, le logement et le développement économique. Ces **politiques intersectorielles intégrées** doivent privilégier la réforme agraire et être élaborées avec la participation de nombreux acteurs. On a reconnu que les programmes de marchés publics conçus au Brésil, où les produits sont achetés auprès des agriculteurs familiaux et où l'on encourage les relations entre producteurs et consommateurs locaux sur les marchés locaux, se sont montrés efficaces dans le renforcement de la sécurité alimentaire des agriculteurs familiaux et d'autres citoyens.

## Bonnes pratiques

La REAF, la réunion spécialisée sur l'agriculture familiale des pays et associés du MERCOSUR, est un espace de dialogue entre les agriculteurs familiaux et le secteur public. Il est né de la reconnaissance par les gouvernements de l'importance politique et socioéconomique de l'agriculture familiale. La REAF vise à élaborer des politiques publiques adéquates en faveur de l'agriculture familiale et à promouvoir le commerce des produits provenant des agriculteurs familiaux. Cette démarche devrait, au bout du compte, réduire les asymétries du marché et favoriser le développement rural de la région.

La REAF a déjà obtenu des résultats impressionnants en termes de changement institutionnel grâce au dialogue et au consensus politiques, notamment les suivants: des critères pour l'agriculture familiale au niveau national, un Fonds pour l'agriculture familiale, des directives pour l'égalité des sexes dans les politiques publiques et un programme régional sur le genre, un programme de partage de connaissances au niveau régional et un programme de formation pour les jeunes ruraux. Vu que les informations quantitatives sur l'agriculture familiale dans la région sont rares, la REAF a également encouragé la mise en place de registres nationaux de l'agriculture familiale, ce qui permet aux pays de mesurer la contribution de l'agriculture familiale et fournit des informations clés



## Recommandations en matière de politiques

### Dialogue régional

Les participants au dialogue ont reconnu que la priorité pour les pays doit être la mise en place d'une nouvelle génération de politiques publiques qui forment un **cadre institutionnel solide pour développer l'agriculture familiale**. Dans le cas où des politiques et des institutions sont en place pour appuyer l'agriculture familiale, elles doivent faire l'objet d'une évaluation en termes d'impact. Les participants ont déclaré que l'Année internationale de l'agriculture familiale constitue une opportunité historique pour les pays de mettre ces politiques en œuvre, beaucoup d'entre elles pouvant être prises à court terme.

Les budgets doivent être revus à la hausse pour élaborer des programmes et des politiques adaptés aux besoins des agriculteurs en termes d'assistance technique, de recherche et de crédit. Il a été maintes fois observé que les instruments de financement sont nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques de l'agriculture familiale, avec une réglementation qui facilite leur utilisation par les agriculteurs qui en ont besoin. En outre, les **systèmes de financement doivent être améliorés** afin qu'ils s'adaptent aux besoins de l'agriculture familiale. À titre d'exemple, les garanties de prêts peuvent être couvertes par la mise en œuvre des Fonds de garantie utilisés dans les pays du cône Sud.

L'amélioration de l'accès à la terre et à l'eau doit être prioritaire à travers des **programmes spéciaux dotés de plans d'utilisation des terres et de gestion de l'eau**. Ces programmes doivent être complétés par d'autres axes sur l'expérimentation

menée par les agriculteurs et sur les nouvelles pratiques de collecte d'eau et de conservation des sols. L'éducation doit également être renforcée en intégrant notamment ces **pratiques de production durables**.

Afin de faire connaître les avantages de l'agriculture familiale dans la société, le dialogue a recommandé que les gouvernements élaborent des **stratégies de communication** pour fournir des informations sur les apports socioéconomiques et productifs de cette forme d'agriculture, en mettant particulièrement l'accent sur la contribution des femmes, des jeunes et des communautés autochtones. L'une des propositions dans ce sens portait sur l'instauration d'une Journée nationale de l'agriculteur familial afin de mettre en avant la place de l'agriculture familiale dans chaque pays.

Le dialogue a également recommandé que les pays **s'inspirent des initiatives réussies** déjà en place dans la région, telles que les registres de l'agriculture familiale, les programmes de développement rural intersectoriels et les programmes de marchés publics (voir Bonnes pratiques). Si les pays utilisent une méthodologie harmonisée, ils peuvent comparer les informations et mieux évaluer les **impacts des politiques publiques sur l'agriculture familiale**. Cela nécessiterait non seulement des données solides, mais également des indicateurs de performance pertinents, fiables et mesurables élaborés de manière inclusive.

De façon générale, on a estimé que la **participation des agriculteurs dans la formulation des politiques et des**

**programmes** améliore l'efficacité de ces derniers. Une telle participation est possible via des groupes de travail permanents pour l'élaboration de politiques et la recherche composés des pouvoirs publics et des agriculteurs.

On a vivement recommandé l'élaboration de politiques précises en faveur des femmes et des jeunes du monde rural. Ces politiques doivent prendre en compte les tâches agricoles et ménagères combinées des femmes. S'agissant des jeunes, une vue holistique de leurs besoins s'avère nécessaire, notamment la création de conditions de travail et de vie meilleures que celles qui prévalent actuellement dans de nombreuses zones rurales. La **discrimination positive** doit être adoptée au profit des femmes et des jeunes, surtout pour ce qui est de l'accès à la terre et au capital. La mise en œuvre des **Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts** a été mentionnée comme un outil précieux pour promouvoir ce processus.

Les avantages sont évidents lorsque les agriculteurs se mettent ensemble pour réduire les coûts et accéder aux marchés. Par conséquent, le dialogue recommande aux gouvernements de promouvoir la création des organisations d'agriculture familiale en prenant le soin d'ajouter que ces organisations ne doivent pas être imposées mais émerger des agriculteurs eux-mêmes. Les **principales mesures incitatives en faveur du développement des organisations rurales** sont des programmes d'éducation et de formation pour les leaders ruraux et un appui à l'échange d'expériences entre les organisations agricoles.

Les gouvernements doivent également renforcer l'**accès des agriculteurs familiaux aux marchés** et assurer des prix justes. Le dialogue suggère différentes façons d'y parvenir: promouvoir les marchés locaux, les approvisionnements publics auprès des agriculteurs familiaux, la commercialisation collective et l'amélioration de la logistique de stockage et de transport. On a suggéré l'**augmentation de**



la valeur des produits de l'agriculture familiale par la mise en place des règles d'origine ou la création d'étiquettes spécifiques pour l'agriculture familiale.

Le dialogue a souligné que toutes les politiques en faveur de l'agriculture familiale doivent être élaborées et mises en œuvre de manière **transversale**, c'est-à-dire par la collaboration avec les secteurs non agricoles tels que le logement et l'éducation, ce qui permettra d'améliorer leur impact sur le terrain. Cela peut se faire par exemple au moyen de programmes de développement rural (Bonnes pratiques).

Enfin, le dialogue a recommandé une **vaste plate-forme de dialogue** et d'échange d'expériences sur l'agriculture familiale. Un comité régional pourrait servir de plateforme internationale pour le développement de l'agriculture familiale afin de promouvoir la création de politiques favorables à la consolidation du secteur. Diverses institutions ont fait part de leur disponibilité pour faire partie de cette initiative.

### Consultation de la société civile

D'après les organisations de la société civile, la FAO doit faire de la promotion et de la mise en œuvre des **politiques publiques qui renforcent la souveraineté alimentaire** un moyen essentiel pour éradiquer la faim. Elles ont également recommandé que les gouvernements reconnaissent et délimitent les territoires autochtones, où les peuples autochtones peuvent développer leurs activités de subsistance. L'on a souligné l'importance de garantir les droits humains, économiques, sociaux et culturels des petits exploitants familiaux et des distributeurs alimentaires en **respectant la législation**

et les engagements internationaux et en mettant en œuvre des campagnes contre l'esclavage et la violence en milieu rural. Un appel particulier a été lancé en direction des gouvernements pour qu'ils réitérent leur engagement à mettre en œuvre les directives sur le droit à l'alimentation vieilles de dix ans.

Afin d'endiguer l'exode rural, les organisations participantes ont exhorté les gouvernements à mettre en œuvre la **réforme agraire complète** pour l'aménagement du territoire et les politiques publiques permettant aux hommes et aux femmes d'accéder à la terre, à l'eau et à l'irrigation, mais également aux infrastructures, à l'éducation, à la santé et à la commercialisation de leurs produits. Des politiques publiques en faveur des jeunes doivent être formulées et mises en œuvre pour garantir leur droit à vivre sur leur propre territoire.

Comme les femmes agricultrices possèdent des capacités et des connaissances spécifiques, les organisations de la société civile ont plaidé pour des **politiques** et programmes régionaux **qui permettent aux femmes d'utiliser leurs compétences**, par exemple dans la commercialisation des aliments et la promotion de la souveraineté alimentaire. En outre, pour faire face à la crise climatique, il est nécessaire de passer d'une approche sectorielle à une **approche territoriale**. Les mesures recommandées comprennent la restauration des écosystèmes dégradés, la promotion des semences locales au profit des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs, ainsi que la valorisation du savoir de la communauté.

Les organisations recommandent la promotion et le soutien de la produc-

pour les nouveaux programmes et politiques. La REAF a exprimé son engagement à promouvoir la coopération Sud-Sud, à partager ses expériences et à développer le processus d'intégration entre les agriculteurs familiaux. Le dialogue a recommandé aux pays d'envisager la possibilité de reproduire la méthodologie de la REAF dans d'autres sous-régions.

Des **systèmes de passation des marchés publics** pour les produits issus de l'agriculture familiale existent dans différents pays de la région, le Brésil étant le champion en la matière. Ces systèmes facilitent l'entrée des agriculteurs familiaux dans un marché avec des prix justes tout en favorisant l'accès à la nourriture pour les personnes vulnérables et la stimulation du développement local. Depuis une décennie, le Brésil a mis en œuvre un système exemplaire à trois composantes: le Programme d'Achat des Aliments (PAA), le Programme national d'alimentation scolaire (PNAE) et les Approvisionnements institutionnels pour les municipalités, les États fédérés et le gouvernement fédéral. La réorientation des dépenses publiques vers les producteurs locaux a permis d'obtenir des résultats remarquables, notamment l'accès à des régimes alimentaires plus nutritifs et variés, à de meilleurs prix pour les agriculteurs familiaux, à des cultures et connaissances locales revitalisées et à une plus grande sécurité financière pour les agriculteurs, ce qui leur permet d'investir et de se développer.

L'Argentine a reproduit cette initiative au niveau provincial, tandis que l'Uruguay et la Bolivie étudient la faisabilité de la mise en œuvre de systèmes similaires. De nombreux défis subsistent encore dans le système, par exemple dans les domaines de la sécurité alimentaire, des coopératives agricoles et de la diversification de la production. Certains obstacles sont surmontables par des actions coordonnées,



**tion agroécologique** à travers des politiques spécifiques, notamment dans la phase de transition, en reconnaissant le potentiel de l'agroécologie pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. On a également insisté sur la nécessité de mettre en œuvre des politiques et des programmes en faveur du développement du secteur de la transformation des produits alimentaires à petite échelle et de la commercialisation des produits directement entre le producteur et le consommateur. Une telle initiative doit avoir lieu dans le cadre de l'agroécologie et des économies sociales et solidaires et inclure la promotion des avantages nutritionnels des produits des petits exploitants agricoles et traditionnels. Comme l'a déclaré la société civile, «*l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) doit être le commencement d'un long processus qui [...] renforce les exploitations agricoles familiales nonpatriarcales et autochtones d'un point de vue agroécologique. Nous faisons partie de la solution*».

### Conférence régionale

Il a été convenu, lors de la Conférence régionale, que pour renforcer les agriculteurs familiaux, des **cadres nationaux** sont nécessaires pour des politiques et des stratégies permettant d'assurer la sécurité alimentaire, la protection des ressources naturelles, la réduction des risques et l'amélioration de la résilience des populations rurales au changement climatique. «*Ce que nous avons vu dans cette Conférence, c'est un engagement régional énorme sur la sécurité alimentaire au niveau des gouvernements, de la société civile et du secteur privé, qui s'est traduit en un programme d'actions concrètes pour éradiquer la faim*»,

a déclaré le Directeur général de la FAO, M. José Graziano da Silva. L'importance d'**inclure les producteurs forestiers dans l'élaboration des politiques** et des programmes nationaux de développement a été tout particulièrement soulignée.

La Conférence régionale a en outre reconnu que les petits exploitants familiaux, en particulier les femmes, les jeunes et les populations autochtones doivent avoir **accès aux facteurs de production** tels que la terre et l'eau. Encore une fois, on a reconnu qu'il est possible de mieux garantir l'accès à la terre grâce à la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts.

Lors de la Conférence, les **achats publics** auprès des familles d'agriculteurs et des producteurs ruraux ont été identifiés comme un moyen très efficace pour améliorer la sécurité alimentaire, comme le démontre l'expérience du Brésil. La Conférence a recommandé **plus d'échanges de ces bonnes pratiques** et d'autres types de connaissances et d'expériences liées à l'agriculture familiale.

Enfin, les participants ont estimé que la FAO doit non seulement coopérer avec les gouvernements, mais aussi promouvoir un débat large et dynamique qui implique la société civile et le monde universitaire **dans l'analyse du concept de souveraineté alimentaire**, car sa signification n'a pas encore été acceptée par les gouvernements ou le système des Nations Unies. Un tel processus doit tenir compte des expériences récentes, y compris des discussions tenues lors de l'adoption du cadre stratégique du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. ■

l'échange d'expériences et des propositions conjointes des pays de la région.

Les **programmes de développement rural** conçus et mis en œuvre dans tous les secteurs peuvent assurer une vue systémique du développement rural et de l'agriculture familiale. La concentration des ressources et des actions dans les zones qui en ont besoin profite plus efficacement aux agriculteurs et à leurs familles. Dans ce contexte, la formation des agriculteurs mérite une attention particulière car elle peut produire des synergies et encourager une approche intégrée. Deux initiatives ont été mises en exergue au cours du dialogue: le programme de développement rural intégré du Mexique, qui coordonne le soutien à l'agriculture familiale à travers 16 ministères et le Plan rural de bien-être de l'Équateur, un programme interministériel qui soutient les agriculteurs familiaux. Dans un autre exemple, le gouvernement du Nicaragua, un pays confronté à une situation alarmante où près de 25 pour cent des habitants vivent dans l'extrême pauvreté, met l'accent sur le développement holistique des petits et moyens producteurs à travers des politiques et des programmes complets qui impliquent les populations à tous les niveaux, du communautaire au national. Enfin, le Guatemala a lancé la Politique nationale de développement rural intégré, qui regroupe un certain nombre de politiques sectorielles dans un souci de renforcer l'agriculture familiale.

Les **initiatives régionales** de la FAO dans la région ont également été citées comme exemples de la façon de promouvoir l'agriculture familiale. Ces initiatives sont les suivantes: Appui au programme d'une Amérique Latine et des Caraïbes débarrassés de la faim, Développement territorial rural et de l'agriculture familiale, Amélioration des systèmes nationaux et régionaux d'alimentation humaine et animale dans les Caraïbes.

# Proche-Orient et Afrique du Nord

Dialogue régional sur l'agriculture familiale: Tunis, 21 et 22 novembre 2013

Conférence régionale: Rome, 24-28 février 2014

Quarante pour cent de la population régionale vit et travaille dans les zones rurales et près de 85 pour cent des exploitations agricoles sont gérées par des familles. Cependant, l'agriculture ne représente que 5,5 pour cent du produit intérieur brut régional. En effet, la production de pétrole et de gaz constitue une partie importante du revenu de la région. Par conséquent, en se focalisant uniquement sur le PIB, l'on ne rend pas justice à l'importante contribution de l'agriculture à l'emploi et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région. L'insécurité foncière, les conflits violents, la rareté de l'eau et les impacts du changement climatique sont quelques-uns des éléments contextuels qui rendent la vie très difficile aux agriculteurs familiaux. Les principales recommandations comprennent la mise à disposition de titres fonciers, une plus grande autonomie des organisations paysannes et des processus d'élaboration de politiques plus inclusives.

## Principales tendances dans l'agriculture familiale

### Dialogue régional

Le dialogue a défini l'agriculture familiale comme un type de système de production agricole géré par un ou plusieurs membres d'une famille et principalement tributaire de la main-d'œuvre familiale non salariée. L'agriculture familiale, y compris les activités agricoles, forestières, liées à la pêche, à l'élevage et à l'aquaculture, est souvent caractérisée par la **multi-fonctionnalité** car la famille tente de diversifier ses revenus et de se protéger des chocs extérieurs. Les exploitations familiales de la région sont souvent, mais pas toujours, composées de petits exploitants, tandis que pratiquement tous les petits exploitants sont généralement des agriculteurs familiaux. La taille moyenne d'une exploitation agricole familiale dans la région est inférieure à deux hectares et est en baisse constante en raison de la croissance démographique et de la répartition des exploitations après héritage.

En dépit de leur grand nombre, les exploitations familiales ne contrôlent que 25 pour cent des terres cultivables,



Photo: Amin Allahabi  
Yémen.

cette relation. Du fait de cette situation, les agriculteurs obtiennent difficilement des crédits, tandis que l'incertitude qui entoure leur propriété foncière les décourage également à investir. Les lois de succession qui répartissent les terres entre les enfants survivants et l'absence de marchés fonciers dignes de ce nom pour procéder au remembrement com-

pliquent davantage l'accès à la terre dans la région.

Le dialogue a également discuté du **rôle particulier des femmes et des jeunes** dans l'agriculture familiale. Entre 25 et 40 pour cent de la main-d'œuvre des exploitations familiales est assurée par les femmes et, comme l'ont souligné les participants au dialogue, leur rôle devient de plus en plus important, car les hommes **migrent** de plus en plus vers les pays riches en pétrole et vers les villes pour mieux s'en sortir et envoyer de l'argent à leurs familles restées au village. Toutefois, les femmes souffrent encore plus que les hommes du manque d'accès à la terre, au crédit et à la technologie. Elles représentent généralement moins de cinq pour cent des propriétaires dans la région. Le **morcellement des terres**, phénomène largement répandu dans la région, pose un problème particulier pour les femmes, entravées qu'elles sont par les normes sociales pour se déplacer entre les parcelles. En outre, les femmes éprouvent encore plus de difficultés que les hommes à obtenir un crédit rural, qui exige souvent un niveau d'alphabétisation et l'accord du mari, ce que de nombreuses femmes ne peuvent obtenir.

Le **chômage des jeunes**, qui peut aller jusqu'à 25 pour cent, constitue aujourd'hui un problème majeur pour la région. Les participants au dialogue ont souligné le désamour des jeunes pour l'agriculture au profit d'emplois dans les zones urbaines. Ils ont noté la pression que cette situation exerce sur les infrastructures urbaines et la main-

tandis que 75 pour cent sont entre les mains d'entreprises agricoles. Les participants au dialogue ont exprimé leur inquiétude née du fait que les gouvernements de la région ont **négligé l'agriculture familiale** au profit du développement de l'agriculture à grande échelle. À titre d'exemple, ils ont mentionné des projets visant à construire des canaux de plus de 100 km et à irriguer des centaines de milliers d'hectares dans la région. Certains participants ont affirmé que ces projets de grande envergure ont souvent des répercussions économiques, sociales et environnementales douteuses et ne bénéficient pas aux petites exploitations familiales.

Différentes contraintes à l'agriculture familiale ont été mentionnées. Les participants au dialogue ont reconnu que **l'accès au financement** et à l'investissement est l'un des défis les plus importants de la région. Selon eux, les institutions financières, les instruments de crédit et les procédures bancaires en place sont mal adaptés aux besoins des agriculteurs familiaux, et de nombreuses banques jugent l'agriculture trop risquée.

**L'accès à la terre** a été mentionné comme un autre problème de taille pour les agriculteurs familiaux. De nombreux agriculteurs familiaux de la région n'ont pas de titre pour leurs très petites exploitations. Dans certains pays, la terre est toujours détenue légalement par l'État, et les agriculteurs sont considérés comme des locataires, même s'ils ne disposent souvent d'aucun document juridique prouvant

## Bonnes pratiques

Diverses bonnes pratiques, notamment dans le domaine du crédit et de la finance, ont été mentionnées au cours du dialogue régional. Le Fonds de développement de la microfinance du **Soudan** a appuyé la création de 16 nouvelles institutions de microfinance et a atteint près d'un demi-million de bénéficiaires. Environ 80 pour cent du financement de ce programme est destiné aux activités agricoles, notamment de petits investissements pour les agriculteurs familiaux. Il accorde une préférence particulière aux femmes et aux jeunes. Dans un autre exemple, le «Fonds pour l'agriculture en cas de catastrophe» du **Liban** offre une compensation financière aux agriculteurs victimes de mauvaises conditions météorologiques et de catastrophes naturelles. Le gouvernement finance la moitié des ressources de ce fonds, tandis que les agriculteurs eux-mêmes apportent l'autre moitié. Le Plan pour l'agriculture et le renouveau du monde rural de l'**Algérie** introduit également un régime d'assurance pour protéger les agriculteurs de l'impact des chocs naturels qui affectent la production. En outre, il permet aux agriculteurs familiaux d'obtenir un financement sans intérêts pour leurs activités agricoles et renforce le système de bail afin de faciliter l'achat de machines et de matériel agricoles.

Pour résoudre la question de l'accès à la terre, le **Koweït** offre aux agriculteurs familiaux des baux fonciers de 20 ans. Ils sont renouvelables à condition que la famille continue à cultiver la terre. Les baux peuvent également être utilisés pour obtenir un financement, et ils sont transmis par héritage aux enfants de l'agriculteur. Et dans le domaine du commerce international, l'**Égypte** a partagé plusieurs aspects novateurs de son projet de développement rural de Noubaria Ouest, y compris les modalités contractuelles entre agriculteurs





d'œuvre jeune, généralement plus instruite et dynamique, dont sont privées les zones rurales et les exploitations familiales.

Les participants ont déclaré que les agriculteurs familiaux de la région retiennent généralement une très faible part de la valeur ajoutée de leurs produits, en partie à cause d'une commercialisation médiocre. Ils ont également exprimé leur préoccupation quant au fait que de nombreux agents de **vulgarisation** sont sous-financés et souvent pas formés pour communiquer avec les agriculteurs familiaux, ce qui les rend inefficaces. La plupart des programmes de vulgarisation manquent de personnel qualifié, ont une capacité limitée ou ne prennent pas en compte les contraintes culturelles et de temps des femmes.

La région est gravement affectée par le **changement climatique** et cette situation n'est pas prête pour s'arrêter, comme en attestent les projections sur la hausse des températures, la baisse des précipitations et l'augmentation de la salinité des terres dans une région déjà très chaude et aride et où la **disponibilité en eau par habitant est la plus faible au monde**. Les participants au dialogue ont exprimé leurs préoccupations concernant l'avenir des exploitations familiales dans un tel scénario.

La région est en outre caractérisée par la multiplicité d'**organisations de producteurs faibles** fortement dépendantes et sous l'autorité des gouvernements, ce qui limite leur autonomie et leur capacité à soutenir les agriculteurs familiaux. Il a également été noté que de nombreuses organisations de pro-

ducteurs de la région manquent de ressources humaines, financières et matérielles, ce qui limite sérieusement leur capacité à participer au développement agricole et rural.

### Conférence régionale

La Conférence régionale a constaté le nombre élevé de personnes souffrant de sous-alimentation dans la région, estimé à 79,4 millions en 2010-2013, soit 11,2 pour cent de la population. Dans le même temps, ils ont remarqué que un quart de la population totale souffre d'obésité. Ils ont reconnu l'importance cruciale de la gestion de l'eau destinée à l'agriculture pour le développement durable dans la région.

Les délégués ont également noté que les **conflits** et l'insécurité civile sont les principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire croissante dans la région.

## Recommandations en matière de politiques

### Dialogue régional

Les participants au dialogue ont plaidé en faveur de diverses **réformes de la finance** pour aider les agriculteurs familiaux. Ils ont recommandé la création de nouvelles institutions ou le renforcement de celles déjà existantes et la simplification des procédures de prêt pour les adapter aux réalités des agriculteurs familiaux. Parmi les autres suggestions figuraient la mise en place de lignes de crédit publiques pour encourager les banques à prêter aux agri-

culteurs familiaux égyptiens producteurs de pommes de terre issues de l'agriculture biologique et une société de négoce italienne, qui relie les agriculteurs à de nouveaux marchés et à de meilleurs prix.

L'union des associations de producteurs de moutons et de chèvres du le Maghreb (UMOAC) ont fait part d'une autre initiative internationale réussie en matière de partage de connaissances et de plaidoyer entre les pays. Cette Union a été créée en 2011, avec l'appui de la FAO, par les **associations de producteurs du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et de la Mauritanie**. Leur objectif primordial est de mettre en place un cadre professionnel régional pour les organisations de producteurs d'ovins et de caprins afin de contribuer au développement de la filière dans les pays du Maghreb. Elle facilite le partage des connaissances à travers la sous-région et travaille à élaborer des stratégies et programmes conjoints ainsi que des mécanismes de coordination conjointe entre ses organisations membres. L'UMOAC fonctionne également comme un groupe de pression pour défendre les intérêts de ses membres. En tant qu'union de plusieurs organisations de producteurs nationaux, elle a plus de poids politique que n'importe lequel de ses membres et peut donc être un interlocuteur plus efficace avec les gouvernements.

culteurs familiaux, développer les assurances et les mécanismes de garantie pour réduire le risque de prêt à l'agriculture et encourager les institutions financières de développement et axées sur les agriculteurs où ces derniers détiennent une participation. Ils ont également plaidé en faveur d'une augmentation des investissements publics dans les zones rurales pour construire les infrastructures sociales et physiques nécessaires au développement de l'agriculture familiale.

Pour garantir l'accès sécurisé aux terres et le contrôle sur celles-ci, les participants au dialogue ont également





### Conférence régionale

Les délégués à la Conférence régionale ont encouragé les gouvernements à élaborer des **cadres de politiques cohérents en matière de sécurité alimentaire et de nutrition** aux niveaux national et régional. Ils ont exprimé leur soutien à l'Initiative régionale sur le renforcement de la résilience pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition comme moyen de promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région, et ont demandé à la FAO et aux États membres de mobiliser des fonds extrabudgétaires à cet effet.

Ils ont également demandé aux pays membres de recueillir, d'analyser et de diffuser les statistiques sur la situation des femmes dans le secteur agricole et rural et demandé à la FAO de fournir un appui technique à cet effort. De même, ils ont demandé à la FAO de procéder à une évaluation des capacités institutionnelles dans la région pour répondre au changement climatique et à son impact sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, mais aussi de créer un mécanisme pour promouvoir la collaboration dans ce domaine. Ce mécanisme doit inclure des dispositions pour lutter contre la sécheresse et la désertification.

En général, la Conférence régionale a apprécié les efforts déployés par la FAO pour promouvoir l'agriculture familiale et pris note des recommandations pour soutenir l'agriculture familiale conformément aux échanges lors du dialogue régional. ■

recommandé que les gouvernements facilitent les **titres fonciers** pour les agriculteurs et, dans certains cas, distribuent les terres publiques et collectives aux petits exploitants agricoles familiaux. En outre, afin de protéger les droits des petits locataires, les lois et règlements doivent être modifiés.

Pour aider les **agricultrices**, le dialogue a recommandé la révision des lois existantes relatives à l'accès à la terre et au crédit et l'adaptation des services de vulgarisation aux réalités des femmes agricultrices. Pour attirer plus de **jeunes** vers l'agriculture, ils ont plaidé pour une plus grande disponibilité des services adéquats et des opportunités d'emploi, ainsi qu'un accès privilégié à la terre, au crédit et aux connaissances. Le dialogue a conclu sur la nécessité d'envisager de **nouveaux types de recherche et de vulgarisation qui placent les agriculteurs au centre** et non à l'autre bout. Cela est particulièrement nécessaire pour aider les agriculteurs familiaux à s'adapter à l'impact du changement climatique. Même si de nombreux agriculteurs font déjà appel à de nouvelles stratégies, par exemple en modifiant les périodes de plantation, la recherche et la vulgarisation peuvent s'avérer utiles dans le renforcement de ces stratégies, par exemple en informant les agriculteurs au sujet des nouveaux modes de culture et en développant conjointement des techniques d'utilisation efficace des ressources en eau limitées.

En ce qui concerne la commercialisation des produits, le dialogue a recommandé aux gouvernements de **promouvoir les produits des agriculteurs familiaux** par la création d'éti-

quettes spécifiques et le développement de campagnes d'information afin de mettre l'accent sur les avantages liés à la consommation de produits locaux.

Les participants au dialogue ont exhorté les gouvernements à **soutenir les organisations de producteurs**, les coopératives et les autres organisations de la société civile partenaires des agriculteurs familiaux, mais également à assurer leur indépendance politique et financière. Les organisations de producteurs et les coopératives peuvent jouer un rôle important dans le renforcement du système de gouvernance du secteur de l'agriculture, en augmentant la productivité, en améliorant l'accès des agriculteurs familiaux à la technologie, aux intrants et aux marchés. Les organisations de producteurs pourraient également faciliter l'échange d'expériences et de savoir-faire entre les agriculteurs et faire en sorte que la voix des agriculteurs se fasse entendre dans les discussions sur les politiques. L'appui à ces organisations exige des changements juridiques et politiques qui accorderont plus d'autonomie aux organisations de la société civile, les libéreront du contrôle des gouvernements et leur donneront une plus grande liberté financière et opérationnelle.

Enfin, les participants ont recommandé la création de comités/plateformes nationaux pour l'agriculture familiale, ce qui permettrait aux différents acteurs de discuter et de s'entendre sur des politiques et des programmes publics de soutien aux exploitants agricoles familiaux.



Maroc. Photo: Issam Zerrok

# Amérique du Nord

I Dialogue régional sur l'agriculture familiale: Ville de Québec, 7 et 8 février 2014



Dans la région Amérique du Nord, qui comprend les États-Unis d'Amérique, le Canada et le Mexique, un dialogue régional a mis en évidence la façon dont la campagne se vide et comment les produits alimentaires sont généralement vendus au prix le plus bas. D'après le dialogue, cette situation doit être inversée et de nouvelles politiques commerciales, ainsi qu'un meilleur accès au financement et aux terres agricoles, s'avèrent nécessaires.

## Principales tendances dans l'agriculture familiale

Selon le socioéconomiste Jean-Michel Sourisseau, dans son discours lors du dialogue régional, nous pouvons parler d'agriculture familiale dans les cas où l'exploitation agricole ne peut pas être dissociée de la famille, les deux entités étant organiquement liées. Il a également identifié les **caractéristiques** spécifiques à utiliser pour placer un système agricole dans l'univers des agriculteurs familiaux vers l'agriculture industrielle avec les déterminants suivants: source de main-d'œuvre permanente pour l'exploitation; source de

capital; destination finale de la production; état de la propriété foncière et statut juridique de l'exploitation. Le dialogue a également souligné que, par rapport aux grandes entreprises dépendantes des combustibles fossiles, les exploitations familiales sont très **flexibles** et donc plus à même de s'adapter au changement climatique.

Les exploitations agricoles sont en train de disparaître rapidement dans la région. Selon Sourisseau, le modèle nord-américain de production dominant, basé sur le capital et la technologie, réduit le nombre d'agriculteurs et vide la campagne. Le nombre d'exploitations a diminué de 10 pour cent entre les deux derniers recensements, tant aux États-Unis qu'au Canada. Cela rend d'autant plus urgent la **promotion de**

**l'agriculture auprès des jeunes**, qui n'ont pas le même rapport au travail agricole et veulent profiter du temps libre et de la vie moderne, comme l'ont noté les participants au dialogue.

Divers autres défis de l'agriculture familiale ont été soulevés, notamment la nécessité de nous éloigner de la pratique répandue du **bradage** des produits alimentaires, ce qui appauvrit les agriculteurs familiaux et ne reflète pas la valeur de leur travail, de leurs connaissances et de leurs compétences. En outre, les exploitations familiales moyennes éprouvent d'énormes difficultés à se conformer aux réglementations lourdes, complexes et souvent contradictoires. Enfin, un certain nombre de participants se considèrent comme exclus des **décisions d'approvi-**

## Bonnes pratiques

L'exploitation Sanders, située près de la frontière entre le Québec et le Vermont, vend 90 pour cent de sa production aux États-Unis à travers la *Deep Root Organic Coop*. La coopérative vend les produits de quelque quinze producteurs. Les camions se rendent à l'exploitation depuis New York et Boston pour recueillir des palettes de légumes chaque semaine. L'exploitation dispose d'un certain nombre de chambres froides pour stocker ses produits.

Dans son **Plan national de développement** 2013-2018, le Gouvernement mexicain alloue les budgets et apporte son appui aux 5,4 millions de petits agriculteurs répartis sur 52 pour cent de son territoire et produisant 28 pour cent de

la production du secteur agricole et de la pêche du pays. Le plan met l'accent sur l'éducation et un système agroalimentaire et de pêche qui garantit la sécurité alimentaire du pays. La productivité agricole est augmentée grâce à l'utilisation du capital humain et des ressources naturelles de manière durable. Cela s'accompagne d'une assistance technique autour d'une gestion efficace de l'eau et de la conservation des sols, ainsi que de réseaux de coopératives pour de meilleurs contacts dans la commercialisation.

Contrairement à de nombreux autres États américains, le Minnesota dispose toujours d'une **loi sur les sociétés agricoles** en vigueur qui maintient la propriété des terres agricoles dans les mains des exploitations familiales et évite qu'elles ne soient achetées par les grandes entre-

prises. La province de Terre-Neuve limite également les achats de terres par les multinationales alors que le Québec dispose d'une loi régissant l'acquisition de terres agricoles par les non-résidents, ce qui empêche l'achat par les spéculateurs. Certaines autorités municipales au Québec favorisent également le développement de l'agriculture en louant des terres municipales aux jeunes agriculteurs afin de redynamiser la communauté.

Enfin, la **gestion de l'offre** est un élément central de la politique canadienne. Elle est basée sur trois piliers: le contrôle des importations, le contrôle de la production et le contrôle des prix. L'expérience montre que cela permet d'attirer les jeunes producteurs.

sionnement en produits alimentaires, en particulier par les grandes chaînes de supermarchés, qui semblent minimiser le potentiel et les possibilités des produits alimentaires locaux.

Il a été mentionné que ce sont les consommateurs qui décideront de l'avenir de l'exploitation familiale, mais ils ont souvent une **image erronée de l'agriculture**. Cela pourrait s'expliquer par le fait qu'aux États-Unis, les consommateurs et les décideurs urbains ont été coupés de leurs racines rurales depuis six générations. Et enfin, le phénomène de l'**accaparement des terres** a été soulevé. Les terres agricoles sont achetées par des fonds d'investissement, des multinationales semencières, des sociétés d'équipement agricole, des banques, etc. Cette situation change le mode d'utilisation des terres et l'apparence de la campagne et présente des risques graves pour les communautés rurales.

## Recommandations en matière de politiques

D'après les participants au dialogue, pour formuler correctement les politiques publiques destinées à soutenir l'agriculture familiale, il sera nécessaire

de créer les **conditions favorables** pour assurer sa survie. Selon Martin Caron, Vice-Président de l'Union des producteurs agricoles du Québec, l'exploitation familiale aura de beaux jours devant elle tant que ses propriétaires **entretiendront des organisations agricoles**, des unions ou des coopératives fortes. Ces mesures sont nécessaires pour adopter une vision collective et influencer le développement des exploitations familiales. Il suggère également des pratiques fiscales innovantes qui ne pénalisent pas les producteurs à la retraite et qui facilitent le transfert des exploitations à la nouvelle génération.

Les participants ont élaboré un ensemble de recommandations. Tout d'abord, ils appellent à la création d'une nouvelle génération de jeunes agriculteurs. Ils ont également souligné la nécessité d'un **meilleur accès au financement, aux terres agricoles et au savoir** et ont appelé à des politiques axées sur la reconnaissance des multiples fonctions de l'agriculture familiale au profit de la société dans son ensemble. D'après les organisations, les politiques commerciales doivent être spécifiquement adaptées pour

assurer un **prix équitable** pour les agriculteurs. La réforme de la politique des produits alimentaires bon marché est nécessaire pour prendre en compte les réalités climatiques et sociales et promouvoir une politique de souveraineté alimentaire. Ils ont recommandé que les agriculteurs, à travers leurs organisations, jouent les premiers rôles lors de l'élaboration de ces politiques. En outre, ils ont affirmé qu'il est nécessaire d'adopter des politiques sociales pour ne pas pénaliser les agriculteurs familiaux, étant donné que certains n'ont tout simplement pas accès à une alimentation de qualité. *«L'agriculture familiale est un élément de solution, mais elle ne peut pas être la seule.»* ■



# Conclusion

Tout au long de l'Année internationale, l'importance de l'agriculture familiale analysée sous l'angle économique, socioculturel et environnemental a été réitérée. Les contextes régionaux et les cadres politiques diffèrent, mais ils font aussi apparaître des similitudes, parfois frappantes. Dans toutes les régions du monde, les agriculteurs familiaux sont les plus importants producteurs de denrées alimentaires, même s'ils ne bénéficient pas généralement de l'appui des politiques publiques. Les agriculteurs familiaux et leurs organisations sont souvent exclus des processus de prise de décision. Cette situation est critique pour eux, surtout pour les femmes et les jeunes, notamment lorsqu'ils doivent faire face au changement climatique et doivent accéder à la terre et à

d'autres ressources, y compris génétiques. Ces problèmes se manifestent différemment selon le contexte local et régional, mais les causes sous-jacentes sont de nature mondiale. Des réponses efficaces doivent être élaborées et appliquées à tous les niveaux.

Cette solution est devenue évidente au cours de l'Année internationale de l'agriculture familiale: il est important de créer un environnement politique favorable dans lequel les agriculteurs familiaux peuvent prospérer. Cela est important non seulement pour les communautés agricoles, mais aussi pour la société dans son ensemble. Les politiques agricoles favorables à l'agriculture familiale libéreront leur potentiel énorme pour garantir la sécurité

alimentaire, renforcer la résilience climatique, gérer la biodiversité et soutenir les économies régionales. Cela exige un secteur de l'agriculture familiale solide qui engage les hommes, les femmes et les générations futures de manière efficace et durable. Les recommandations pour un changement des politiques proposées par les gouvernements, la société civile, les universitaires et d'autres acteurs sont d'une similitude frappante dans toutes les régions. Les éléments de base communs sont présentés ci-dessous.

## Approches intersectorielles

Les délégués présents aux divers événements ont reconnu que les discussions sur l'agriculture ne doivent pas inclure seulement les secteurs de l'agriculture et des ressources naturelles. Elles doivent aussi porter sur l'urbanisation, les infrastructures rurales, les connaissances et la culture traditionnelles et autochtones, l'éducation et les services d'appui, ainsi que le développement de la jeunesse, sur l'ensemble du paysage. Ils ont donc souligné que toutes les politiques agricoles favorables à la famille doivent être élaborées et mises en œuvre de manière intersectorielle, territoriale, par exemple à travers des programmes de développement rural intégré. Dans le contexte du changement climatique, cette démarche s'avère pertinente. Des pratiques agroécologiques intégrées et diversifiées doivent être encouragées pour protéger et utiliser les connaissances locales et autochtones et fournir la base pour la résilience climatique, notamment dans la phase de transition. L'éducation doit également être renforcée en intégrant notamment les pratiques de production durables. Reconnaissant le caractère multifonctionnel des agriculteurs familiaux, on a souligné l'importance de l'élargissement des possibilités de revenu dans les zones rurales, y compris les revenus non agricoles tels que l'agrotourisme.

## Réforme agraire

Des appels répétés ont été lancés pour une véritable réforme agraire, aquatique, forestière et des pâturages. Ces réformes doivent incorporer l'accès approprié, juste et équitable à la terre, à l'eau, aux semences, aux infrastruc-



Ouganda. Photo: Edward Echwalu



Philippines. Photo: Danilo O. Victoriano

tures, à l'éducation, à la santé et aux marchés, notamment pour les femmes. Ces réformes peuvent aider à freiner la migration vers les zones urbaines. Les petites exploitations familiales doivent être exemptées des mesures politiques conçues pour les grandes exploitations. On a exhorté la FAO à veiller à ce que les Principes pour un investissement agricole responsable incluent le rôle central des petits producteurs et en tant qu'investisseurs agricoles principaux dans la production alimentaire et que ces principes protègent leurs droits. En outre, le droit à la souveraineté alimentaire doit être considéré comme un moyen de renforcer les agriculteurs familiaux, de réaliser la sécurité alimentaire et d'éradiquer la faim et la pauvreté. On a suggéré que la FAO fasse la promotion d'une analyse large, inclusive et dynamique de la notion de souveraineté alimentaire.

## Accès aux ressources naturelles et mise en œuvre des Directives volontaires

L'amélioration de l'accès à la terre et à l'eau doit être prioritaire à travers des programmes spéciaux dotés de plans d'utilisation des terres et de gestion de l'eau. Ces programmes doivent être complétés par d'autres axes sur l'expérimentation menée par les agriculteurs et sur les pratiques de collecte d'eau et de conservation des sols. On a également recommandé que le droit des agriculteurs à produire, à reproduire, à échanger et à vendre leurs

semences soit garanti car «sans terre, sans eau et sans semences, aucune agriculture familiale paysanne n'est possible». Des garanties doivent être mises en place pour veiller à ce que la restauration des forêts et des prairies protège et améliore la biodiversité et respecte les droits et les intérêts des populations locales. L'accaparement des terres a été condamné, et un appel à un moratoire sur la production d'agrocombustible industrielle a été lancé. Toutes les régions ont massivement exhorté les gouvernements à mettre en œuvre les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, et la FAO à soutenir ce processus. Cela a été considéré comme le meilleur moyen pour garantir l'accès aux ressources naturelles.

## Améliorer le commerce et développer les marchés

Les accords commerciaux et les politiques commerciales doivent être réformés pour servir les petits agriculteurs ou être réexaminés lorsqu'ils sont préjudiciables. On a également souligné la nécessité de garantir les droits humains, économiques, sociaux et culturels des agriculteurs familiaux et distributeurs alimentaires à petite échelle par le respect des lois nationales et des engagements internationaux. Un appel spécifique a été adressé aux gouvernements pour qu'ils mettent en œuvre les directives sur le droit à l'alimentation vieilles de dix ans. Les gouvernements doivent égale-

ment renforcer l'accès des agriculteurs aux marchés et assurer des prix équitables, par exemple à travers la promotion des marchés locaux, les achats publics auprès des agriculteurs familiaux, la commercialisation collective et l'amélioration de la logistique du stockage du transport. Les achats publics auprès des exploitations familiales et des producteurs ruraux ont été identifiés comme un moyen très efficace pour améliorer la sécurité alimentaire. Il a été suggéré que la valeur des produits de l'agriculture familiale puisse être renforcée par l'établissement de règles d'origine ou la création d'étiquettes spécifiques pour l'agriculture familiale. Les gouvernements doivent élaborer des stratégies de communication pour fournir des informations sur les apports socioéconomiques et productifs des agriculteurs familiaux et la valeur nutritionnelle et sanitaire de leurs produits.

## Accès au crédit et au financement

L'amélioration de l'accès des agriculteurs familiaux à un financement fiable et stable grâce à des instruments adaptés à leurs besoins et réalités a été recommandée dans toutes les régions. Diverses propositions concrètes ont été formulées, telles que la simplification des procédures de prêt, la mise en place de lignes de crédit publiques, les mécanismes d'assurance et de garantie pour réduire le risque lié aux prêts à l'agriculture et les institutions financières de développement et axées sur les agriculteurs où ces derniers détiennent une participation.



## Équité entre les sexes

Des programmes spécifiques sont nécessaires pour autonomiser les femmes agricultrices. Pour ce faire, on peut faciliter leur participation dans la prise de décision et dans les marchés du travail en milieu rural qui sont flexibles, efficaces et équitables. La discrimination positive doit être adoptée au profit des femmes, surtout pour ce qui est de l'accès aux ressources naturelles et au capital. La mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts a été mentionnée comme un outil précieux pour promouvoir ce processus.

## Des organisations de producteurs plus fortes

On a souligné l'importance des organisations de producteurs dans l'équilibre du pouvoir économique et politique des autres acteurs et dans la consolidation de la voix des agriculteurs familiaux dans le processus d'élaboration des politiques. Les producteurs doivent s'organiser pour être en mesure de s'aider eux-mêmes. L'accent a été mis sur les programmes de renforcement des capacités «axés sur les agriculteurs familiaux, détenus et dirigés par ces derniers» sur des questions telles que l'adaptation au changement climatique, la valeur ajoutée et l'influence et le dialogue politique. Des changements juridiques et politiques sont né-



Palestine. Photo: Mahmoud Ilean

cessaires pour libérer ces organisations du contrôle de l'État et leur donner une plus grande liberté financière et de fonctionnement. Les principales mesures incitatives en faveur du développement des organisations rurales sont des programmes d'éducation et de formation pour les leaders ruraux et un appui à l'échange d'expériences entre les organisations agricoles. La participation active des femmes dans les organisations de producteurs est cruciale. Il a également été recommandé que la FAO et le FIDA encouragent les gouvernements à inclure davantage les organisations paysannes, et de façon plus inclusive, dans le dialogue et la prise de décision.

## Recherche et vulgarisation menées par les agriculteurs

L'on a exprimé la nécessité d'envisager de nouveaux types de recherche et de vulgarisation qui placent les agriculteurs au centre des préoccupations. Cela est particulièrement pertinent car les agriculteurs familiaux s'adaptent activement à l'impact du changement climatique sans l'aide de personne. Même si de nombreux agriculteurs font déjà appel à de nouvelles stratégies, la recherche et la vulgarisation peuvent s'avérer utiles dans le renforcement de ces stratégies.

## Attirer les jeunes

La participation des jeunes dans l'agriculture doit être renforcée par tous les

moyens possibles, vu que «*les écarts intergénérationnels et entre les sexes constituent les plus grandes menaces contre l'agriculture familiale*». Il a été recommandé que la formation professionnelle soit davantage orientée vers l'agriculture et l'esprit d'entreprise chez les jeunes en milieu rural. Les politiques doivent appuyer l'accès des jeunes aux ressources productives, notamment la terre et les ressources financières. Une vue holistique des besoins des jeunes s'avère nécessaire et l'on doit adopter des politiques efficaces pour garantir le droit des jeunes à mener leur vie sur leur propre territoire.

## ...et après l'Année internationale de l'agriculture familiale ?

Tous les acteurs de toutes les régions ont exprimé la nécessité d'une stratégie à long terme pour soutenir les agriculteurs familiaux, par exemple sous la forme d'une Journée annuelle de l'agriculteur familial ou d'une Décennie internationale de l'agriculture familiale. Des comités nationaux ou régionaux permanents pourraient poursuivre le dialogue et s'appuyer sur les recommandations de l'AIAF. Comme l'ont déclaré des organisations latino-américaines: «*l'AIAF doit marquer le début d'un processus plus long qui renforce l'agriculture familiale non patriarcale, autochtone et paysanne. Nous faisons partie de la solution*». ■



Brésil. Photo: Claudia Xavier Kau

«Il n'y a pas plus noble  
comme activité que de  
produire de la nourriture  
pour le monde, pour  
l'humanité. Une année  
internationale consacrée  
aux agriculteurs familiaux  
honore profondément  
notre travail.»

– Francisca Rodriguez de CLOC - La Via Campesina dans  
une video produite par FAO

«Nous voulons améliorer les  
conditions des exploitants  
agricoles familiaux afin  
qu'ils puissent acquérir  
une véritable dignité et être  
fiers d'être des agriculteurs  
familiaux ...et que la jeune  
génération puisse continuer  
à pratiquer l'agriculture  
familiale et réduire ainsi  
la pauvreté et accroître la  
sécurité alimentaire et la  
nutrition.»

– Esther Penunia de l'Association des agriculteurs d'Asie,  
ambassadrice spéciale de l'Année internationale  
de l'agriculture familiale dans le Dialogue Régional  
de l'Asie Pacifique, page 9

«L'Afrique peut se nourrir parce que  
nous avons suffisamment de terres arables  
et d'eau douce. Ce qui manque, c'est  
l'engagement de nos gouvernements  
à travailler main dans la main avec  
toutes les parties prenantes. Les voix des  
producteurs alimentaires sont cruciales.»

– Elisabeth Atangana de l'Organisation panafricaine des agriculteurs dans la consultation  
de la société civile pour l'Afrique, page 5

«Nous ne recherchons pas des subventions, nous  
recherchons une législation qui facilite la vie des  
petits agriculteurs et des pêcheurs.»

– Natalia Laiño du Forum mondial des pêcheurs dans la consultation de la société civile  
pour l'Europe et l'Asie Central, page 16

14171F/1/11.14



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



2014  Année internationale de  
l'agriculture familiale